L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

CONGO

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2446 - VENDREDI 30 OCTOBRE 2015

PAIX SOCIALE

L'IDC et le FROCAD agitent la peur

Semer la peur parmi les Congolais, paralyser par ce fait les administrations, les écoles, les marchés, les hôpitaux, les commerces et la vie dans les grandes villes du Congo : telle est la stratégie adoptée par les dirigeants de l'Initiative pour la démocratie au Congo et le Front pour la restauration de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (IDC – FROCAD).

En effet, dans une déclaration publiée mercredi 28 octobre, les responsables de ces deux plates-formes politiques de l'opposition radicale ont annoncé une série d'actes susceptibles de mettre à mal la stabilité du pays, de déchirer le tissu social et de détruire les acquis de la reconstruction nationale entamée depuis une quinzaine d'années. *Page 3*

Des leaders politiques de l'IDC – FROCAD/crédits photos DR

TRANSPORT FLUVIAL

Le port autonome de Brazzaville en quête de rentabilité

Très marqué par les effets de l'opération Mbata Ya bakolo qui a occasionné une perte mensuelle de recettes de plus de 100 millions FCFA, le port autonome de Brazzaville a cédé ses activités d'acconage et de manutention à un prestataire international que peine à joindre les deux bouts.

« C'est une épine dans le pied et nous devons assurer la dette sociale. En matière de droit quand il y a liquidation tout tombe », s'alarme le directeur général, Jean-Pierre Ndoussa. *Page 5*

DISPARITION

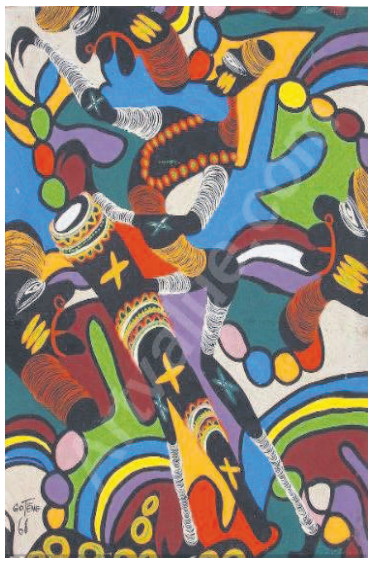
Le dernier hommage à Adolphe Elemba ce vendredi

Le préfet du département de la Sangha, Adolphe Elemba, décédé le 25 octobre à Ouesso sera inhumé le 31 octobre à Lango, son village natal, près de Makoua, dans le département de la Cuvette. Une cérémonie solennelle d'adieu a lieu aujourd'hui au Palais des congrès de Brazzaville, en présence du chef de l'État, peu avant le départ de la dépouille pour sa dernièredemeure. *Page 2*

ARTS PLASTIQUES

Des œuvres de Marcel Gotène vendues aux enchères en France

Quelque 30 gouaches de l'artiste peintre congolais, Marcel Gotène, seront vendues aux enchères par la maison de vente Saint-Germain-En-Laye Enchères à compter du 1er novembre en France. L'ensemble de ce lot, précise-t-on, provient de la première exposition de cet artiste en dehors du Congo, en 1954, au Cercle de la France d'outre-mer à Paris, sous la présidence d'Albert Sarraut. *Page 15*



La danse de Kebe-Kebe/DR

POLICE

De nouveaux promus à la tête des directions départementales

Page 7

ÉDITORIAL

Quelle opposition demain ?

Page 2

ÉDITORIAL

Quelle opposition demain ?

Les Congolais s'étant mobilisés pour changer la Constitution qui les régissait depuis 2002, l'une des questions sur lesquelles se focalise maintenant l'attention porte sur la mutation que devra accomplir l'opposition, si du moins celle-ci entend jouer un rôle dans l'évolution de notre société. Ayant reçu dimanche une claque de la part des électeurs, elle se retrouve en effet sonnée comme un boxeur sur le ring, divisée au point de ne pouvoir tenir des propos cohérents, marginalisée au sein de la classe politique et cela au moment précis où le nouveau Texte fondamental lui permettrait de jouer un rôle important dans la conduite des affaires publiques.

Dans un pareil contexte, cette même opposition n'a guère qu'une solution, si du moins elle veut se relever : jouer résolument le jeu de la démocratie, c'est-à-dire se constituer en une force politique crédible et représentative, capable de proposer des solutions concrètes aux problèmes que notre pays doit résoudre s'il veut continuer à aller de l'avant. Mais, il lui faut pour cela mettre de l'ordre dans ses rangs, faire taire les « radicaux » qui ont cru naïvement pouvoir empêcher la tenue du référendum en soulevant la rue. Si les personnalités modérées qui ont pris part au scrutin tout en appelant les citoyens à voter « non » s'unissent et si les mouvements qu'elles animent s'entendent pour agir dans le cadre légal, notre jeune démocratie fera un pas en avant décisif.

Il suffit pour s'en convaincre de considérer le rôle que joue l'opposition dans toutes les vieilles démocraties. Force de contestation du pouvoir établi, mais aussi force de propositions, elle anime le débat politique sans attaquer les institutions et sans recourir à la violence pour se faire entendre. Et cela lui permet de se préparer activement en vue d'une accession au pouvoir qui n'a rien d'irréaliste puisqu'elle donne aux citoyens l'assurance que celle-ci ne se traduira pas par des violences destructrices.

La nouvelle Constitution ayant été adoptée le 25 octobre à une large majorité, l'opposition congolaise va-t-elle prendre la mesure des atouts que celle-ci lui confère, ou bien laissera-t-elle le champ libre aux extrémistes qui ont tenté d'empêcher le peuple de choisir librement son mode de gouvernance pour les décennies à venir ?

Les Dépêches de Brazzaville

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

L'ACAP commente le plébiscite du Oui

Dans une déclaration publiée le 28 octobre au lendemain de la publication des résultats du scrutin du 25 octobre, l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (ACAP), a indiqué que les conclusions de la rencontre « historique » de Sibiti ont donné leur verdict de 92, 96% de Oui et 72% de taux de participation

« Le peuple congolais majoritaire, débout comme un seul homme a répondu massivement Oui au changement de la Constitution du 20 janvier 2002. Quand la paix et la majorité se prononcent, tout va pour le mieux. Le président Denis Sassou N'Guesso, apôtre de la paix, a fait conforter par le peuple lui-même le Chemin d'avenir peu avant la fin de son mandat, période au cours de laquelle la République du Congo s'est reconfirmée », souligne la déclaration.

L'ACAP que préside Vital Balla a, enfin, indiqué que les Africains « dignes de leur histoire antique » auront un droit de regard sur la Constitution du 25 octobre 2015.

Parfait Wilfried Douniama

DISPARITION

Adolphe Elemba sera inhumé samedi à Makoua

Décédé des suites d'un accident vasculaire cérébral(AVC), le 25 octobre dernier, à Ouesso dans le département de la Sangha, à l'âge de 66 ans, l'ancien Préfet du département éponyme, Adolphe Elemba sera inhumé le samedi 31 octobre, au cimetière familial du village Lango dans le district de Makoua(Cuvette).

La dépouille mortelle de l'illustre disparu a été levée de la morgue municipale de Brazzaville, hier, pour le domicile familial, situé dans le troisième arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto. Il y a vait été organisé jusqu'au matin, une veillée mortuaire ponctuée par le recueillement des parents, amis et connaissances.

Ce vendredi 30 octobre, le Président de la République, Denis Sassou N'Guesso lui rend un dernier hommage, digne de son rang, à 10 heures, au Palais des congrès de Brazzaville.

Auparavant, le Parti congolais du travail, dont il était membre du comité central, a accompli le même geste à son siège communal de Mpila. La dépouille mortelle quitte Brazzaville à 11 heures pour le village Lango où sera organisée toute la nuit une soirée culturelle, avant son inhumation le samedi 31 octobre.

Enseignant de carrière, l'illustre disparu a occupé de nombreuses fonctions administratives et politiques. Il a été tour à tour, directeur central chargé de l'alphabétisation au ministère de l'Enseignement primaire et secondaire ; directeur de cabinet du président du Conseil national de transition en 1998 ; administrateur-maire de Poto-Poto ; directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, et tout récemment Adolphe Elemba a présidé la commission départementale de la municipalisation accélérée de la Sangha, en sa qualité de préfet.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Noungou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE
Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL
Directrice: Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Adminstration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES
Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fourrnisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ
Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

DIFFUSION
Directeur : Philippe Garcie
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngono

INFORMATIQUE
Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE
Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE
Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE
Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, **République du Congo / Tél.** : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

L'IPPRC se félicite de la maturité du peuple congolais

Dans une déclaration rendue publique le 28 octobre à Brazzaville, l'Initiative populaire pour le référendum constitutionnel a rappelé que la paix et le calme observés lors du scrutin du 25 octobre dernier ne sont pas seulement dus aux mesures prises par les autorités, mais également à la maturité des Congolais qui a permis d'éviter le piège tendu par certains politiciens « en mal de popularité ».

En l'absence du coordonnateur national de l'IPPRC, Jean Philippe Ngakosso, c'est le porte-parole de cette organisation créée cette année, Jean Félix Moussitou-Boumba, qui a fixé l'oratoire venu écouter cette déclaration à Nkombo. *« Le bureau exécutif de l'IPPRC félicite les partisans du Oui et du Non qui, librement, se sont exprimés au grand bénéfice de notre jeune démocratie ; il s'agit là de la victoire du peuple congolais tout entier, et non celle d'un camp sur un autre »*, précise la déclaration, encourageant la force publique pour, dit-elle, son professionnalisme et son comportement exemplaire durant ce scrutin.

Quelques mesures pour bannir des comportements inciviques

Face aux comportements inciviques observés depuis quelques années auprès des partisans de certains partis, groupements et associations politiques, qui prônent la culture de la violence et de la destruction des biens publics et privés, le bureau exécutif de l'IPPRC a suggéré quelques mesures au gouvernement. Il s'agit par exemple d'initier un projet de loi sur l'encadrement des activités politiques. Cette formation qui devrait en mettant un accent particulier sur les principes fondamentaux de la démocratie et sur l'instruction civique, doit concerner les partis, groupements et associations politiques de leurs cadres, militants et sympathisants. Les pouvoirs publics sont également invités à créer un Institut supérieur des sciences politiques. Cet établissement aurait, entre autres missions, l'encadrement de tous les acteurs politiques puisque la grandeur de la démocratie congolaise dépendra de leur qualité dont les jalons doivent être posés actuellement.

Revenant sur les différents incidents causés dans le cadre des réclamations politiques, l'IPPRC a suggéré l'application de la loi dans toute sa rigueur à l'encontre de toute personne reconnue coupable d'actes de vandalisme.

Déplorant enfin l'attitude de certains médias qui incitent, selon elle, à la violence par la désinformation et la manipulation des consciences des compatriotes, l'IPPRC a appelé ses adhérents, militants et sympathisants à rester mobilisés pour les échéances futures.

Parfait Wilfried Douniama

La DSSUP satisfaite des résultats du scrutin

Après la publication des résultats provisoires du référendum constitutionnel du 25 Octobre 2015, la coordination de la Dynamique spéciale Sassou pour l'unité et la paix (DSSUP) que dirige Georges Urbain Okieri s'est retrouvée à son siège pour apprécier les résultats du scrutin.

Ces résultats, a fait savoir la dynamique, ne sont que l'expression du consensus qui s'est dégagé à Sibiti lors du dialogue national. Elle a, par la même occasion, salué la maturité politique des Congolais qui ont, d'après cette dynamique, su se hisser à la hauteur des enjeux du moment.

Elle a, par ailleurs, encouragé la jeunesse congolaise qui, par une campagne apaisée, A contribué à décrisper une atmosphère exaltée de psychose, provoquée, selon elle, par une petite frange de la population manipulée par l'opposition dite radicale.

La dynamique spéciale Sassou pour l'unité et la paix a remercié la Force publique pour son sens élevé de responsabilités dans le maintien de l'ordre, en évitant de tomber dans le piège tendu par l'opposition.

Elle a tenu à préciser à l'ensemble du peuple congolais ainsi qu'à la classe politique tout entière, que cette victoire n'est pas celle d'un camp contre un autre mais plutôt celle de notre démocratie en stigmatisant, au passage, les appels à la désobéissance civile lancés par l'opposition. Elle pense qu'une page de l'histoire de notre pays vient d'être désormais tournée.

Pour la DSSUP, le moment est plus que jamais crucial pour le peuple congolais d'oublier ce qui le divise en se mettant résolument ensemble. Préserver les acquis et accompagner dans la paix, l'unité et la concorde nationale, les projets de modernisation et d'industrialisation du Congo mis en chantier par le président de la République, c'est l'appel lancé par la DSSUP.

Jean Jacques Koubemba

L'IDC et le FROCAD agitent la peur

Semer la peur parmi les Congolais, paralyser par ce fait les administrations, les écoles, les marchés, les hôpitaux, les commerces et la vie dans les grandes villes du Congo : telle est la stratégie adoptée par les dirigeants de l'Initiative pour la démocratie au Congo et le Front pour la restauration de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (IDC – FROCAD). Leur tentative du 20 octobre, au cours de laquelle quelques quartiers de Brazzaville et de Pointe-Noire étaient soumis aux actes de vandalisme gratuits participait de cette vision chaotique de la lutte politique et de l'alternance démocratique.

LE FROCAD ANNONCE UN HOMMAGE, CE VENDREDI, À SES MILITANTS MORTS

Le Front pour la restauration de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocard) a prévu d'organiser, ce vendredi 30 octobre, en lieu et place de la marche pacifique et patriotique annoncée précédemment, une cérémonie de recueillement en hommage à ses militants morts lors des manifestations du 20 octobre dernier.

Selon Guy-Romain Kinfouissia qui a fait la déclaration hier, leurs militants marcheront de chez eux jusqu'au siège de l'UPADS et regagneront « calmement leurs domiciles après la cérémonie. »

« Le 20octobre, c'était un meeting. Mais ce vendredi, nous allons nous retrouver, tous ensemble unis par la douleur, parce que l'un d'entre nous tombé va être mis en terre. Puis nous profiterons pour lui rendre hommage (...) », a-t-il précisé ajoutant : *« Pour l'heure nous n'avons pas encore commandité une marche politique même si elle n'est pas exclue. Ce vendredi, ce sera juste un rassemblement pour un hommage. On ne peut pas être éplorés et danser. On ne peut pas pleurer et faire la révolution. Aujourd'hui, c'est une journée de deuil, de recueillement. Mais les autres jours qui viendront nous saurons ce que nous avons à faire.»*

Mercredi 28 octobre, dans une déclaration appelant à nouveau à la violence, les responsables de ces deux plates-formes politiques ont annoncé une série d'actes susceptibles de mettre à mal la stabilité du pays, de déchirer le tissu social et de détruire les acquis de la reconstruction nationale entamée depuis une quinzaine d'années. En indiquant dans cette déclaration qu'ils ne reconnaîtront plus la légitimité des institutions de la République, ils se mettent eux-mêmes en marge du droit, de l'Etat de droit, renient le statut d'opposants qui leur est reconnu et sur la base duquel ils peuvent s'exprimer librement dans le pays.

Ils espèrent dès ce vendredi mobiliser leurs partisans pour une désobéissance civile à large spectre, qui aboutirait, comme ils le souhaitent à une avalanche de grèves générales dans les entreprises publiques et privées. Ils estiment le contexte tellement favorable à cette nouvelle aventure qu'ils ne se demandent pas pourquoi, le 20 octobre dernier, ils n'ont pas atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés d'embraser les grandes villes congolaises, puis le pays tout entier. Cela peut vouloir dire que leurs compatriotes ne veulent plus de la guerre, des guerres. Des Congolais, nombreux, sans doute, qui comprennent le droit de l'opposition à protester quand quelque chose ne va pas, pensent qu'elle peut obtenir gain de cause par le dialogue et non par un bras de fer ininterrompu, inopportun et improductif avec le gouvernement. Ils considèrent que ce penchant pour la confrontation ne peut en aucune manière servir l'intérêt général à l'accomplissement duquel œuvrent l'IDC et le FROCAD, deux mouvements constitués d'anciens ministres, de parlementaires et de cadres supérieurs du pays.

De ce que l'on retient des évènements du 20 octobre que veulent rééditer les opposants radicaux, à Brazzaville comme à Pointe-Noire, des regrets rejaillissent désormais du discours des jeunes pris dans cette tourmente. Non seulement, disent-ils, ils sont restés seuls « au front », mais les chefs politiques qui les incitaient à défier les forces de l'ordre et l'autorité établie s'étaient barricadés chez eux claironnant leur fermeté sur les ondes des radios étrangères qui s'excitent du jeu du feu. Au risque de devoir s'expliquer devant leurs partisans qui pourraient retourner leur colère contre eux, ces responsables qui agitent la peur dans l'opinion devraient peut-être prendre le courage d'admettre qu'ils ont pris le mauvais chemin. Car, faire la politique, c'est aussi savoir se pardonner ses erreurs.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE ASSOCIATIVE

Sela Oriac Tchibambelela appelle les jeunes à promouvoir la paix

Le président du Cercle des jeunes patriotes (CJP), Sela Oriac Tchibambelela a invité, dans une déclaration publiée le 29 octobre à Brazzaville, la jeunesse congolaise à préserver les acquis de paix et à ne pas répondre à l'appel de désobéissance civile lancé par l'opposition.

« La manœuvre irresponsable des acteurs politiques de l'opposition vise à freiner le développement du pays et à briser la cohésion sociale. Je lance un appel aux jeunes patriotes de privilégier l'intérêt national et la paix et de ne pas répondre à l'appel de désobéissance civile lancé par l'opposition congolaise. Ensemble barrons la route à ces adeptes de la forfaiture pour ne pas retomber dans les erreurs du passé », a lâché le président du CJP, avant de prôner l'apaisement.

Suite à la vague de contestation des résultats du scrutin référendaire du 25 octobre dernier, Sela Oriac Tchibambelela taxe cependant les leaders de l'opposition congolaise d'ennemis de la paix et du développement. *« Notre pays vient de connaitre un moment important dans son histoire démocratique. La victoire écrasante du Oui sur le Non est un triomphe pour tous les congolais… Notre Congo doit demeurer un et indivisible. Refusons ce qui nous divise, car l'amour de la patrie doit être plus fort que la turpitude de ceux qui cherchent à nous diviser »*, a-t-il fait savoir.

Créé en 2014, le CJP a pour mission de promouvoir le dynamisme, l'esprit du dialogue, les débats démocratiques et socio-professionnels.

Josiane Mambou Loukoula

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI
au VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUES

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Il n'y a rien de pire que d'être diplômé et de ne pas trouver d'emploi »

Ali Bongo Ondimba, président du Gabon, 2ème édition du Forum économique de la Francophonie, Paris, le 27 octobre 2015

« Tout est dans la culture et la culture est dans tout ! La culture reflète et révèle l'âme, la grandeur de l'homme, d'un pays, d'une nation... »

Ibrahima Sarr, étudiant à la FSJP (Université de Cheik Anta Diop de Dakar), Le Quotidien, 15 octobre 2015

« Je connais trop bien l'Afrique pour ne pas m'ériger en censeur ou en édicteur de ce qui est bien et de ce qui est mal. »

Jean-Marie Bockel, ancien secrétaire d'État français à la Coopération, sénateur centriste (UDI), RFI, 27 octobre 2015

« On s'oppose à la possibilité de pouvoir être localisé par les services de l'État mais on demande la géolocalisation de son smartphone pour des raisons d'utilité pratique. »

Alain Juillet, ancien directeur du renseignement à la DGSE (France), Libération (Libertés chéries), 26 octobre 2015

« Le dialogue social c'est la confrontation des intérêts entre les chefs d'entreprises et les salariés. C'est normal qu'il y ait des intérêts divergents. Est ce qu'il faut une bataille ou du dialogue pour essayer de construire des compromis ? Moi, je fais le choix du dialogue ».

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT (syndicat français), RFI, 20 octobre 2015

ABONNEZ-VOUS
Votre journal au bureau ou à domicile
Contact : 05 532 01 09
Brazzaville
84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso , Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire
Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

TRANSPORT FLUVIAL

Comment faire retrouver sa rentabilité au port de Brazzaville ?

Le port de Brazzaville fait face à de sérieuses difficultés avec deux signaux à retenir : son patrimoine réduit et la diminution de ses recettes. Parce qu'il compte dans la chaîne économique congolaise, les responsables de ce port étudient comment mobiliser les moyens pour assurer sa rentabilité.

L'opération sécuritaire « Mbata ya ba kolo » a contribué à la chute des recettes du port. *« (…) plus de 100 millions par mois de perdu. Nous sommes réduits au tiers, sur 10 barges, nous en sommes à 2 ou 3 barges par jour »*, avoue une autorité portuaire.

Dans le cadre de l'embellissement de la ville, l'État a concédé une grande partie du patrimoine du port au profit de la construction d'un complexe hôtelier. Avec cette opération, le port a perdu des dépôts qu'il louait aux opérateurs économiques. On évoque un montant de 300 millions de FCFA le mois.

Entre-temps, le port a signé avec Necotrans une convention dont le résiduel lui revient. L'entreprise a aussi un pourcentage sur les grues que Necotrans utilise. *« Nous avons cédé l'acconage et la manutention. Lorsqu'un bateau arrive au port, Necotrans décharge la marchandise et la transporte. Cette opération devenait difficile pour le port qui avait des faiblesses vu le matériel vieillissant. Necotrans apporte du matériel neuf »*, a expliqué le directeur du port de Brazzaville et ports secondaires.

Grace à un partenariat avec la société Equatorial Congo Airlines (ECAIR), le port empoche plus de 5 millions de FCFA par mois comme entrées. Le partenariat porte sur la facilité du trafic pour rejoindre l'aéroport de Brazzaville, en sortant du beach. Le passager provenant de Kinshasa à 5 heures pour atteindre l'aéroport de Djili à Kinshasa, alors que par Brazzaville, il gagne en temps, soit moins d'une heure.

La direction du port se débrouille pour faire face à ses charges, en attendant que l'État réagisse, en l'accompagnant dans son développement. Certes, les priorités gouvernementales existent mais elles devraient être suivies des compensations. *« Nous sommes en train de voir avec la tutelle pour cette compensation. Surtout avec les impôts. Cette situation remonte à la scission avec l'ATC. C'est une épine au pied et nous devons assurer la dette sociale. En matière de droit, quand il y a liquidation, tout tombe. C'est notre cri d'alarme »*, a confié la direction du port de Brazzaville.

Nancy France Loutoumba

FINANCEMENT DU TERRORISME

Les cellules de renseignements financiers francophones s'apprêtent à réflechir sur la question à Brazzaville

La capitale congolaise abritera du 3 au 5 Novembre la réunion du cercle des cellules de renseignements financiers (CRF) francophones, avec pour thème central : « la lutte contre le financement du terrorisme.

Les représentants des cellules de renseignements financiers

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont considérés comme de pires fléaux. Le premier met en péril les systèmes économiques et financiers des Etats. Quant au second, il menace la paix et la sécurité internationale par la multiplication dans diverses régions du monde, d'actes terroristes motivés entre autres par l'intolérance et l'extrémisme.

Ainsi, la rencontre de Brazzaville aura un caractère de forum d'échange, de partage d'expérience et de bonnes pratiques. Les cellules de renseignements financiers ne seront pas seules, y participeront égalment plusieurs acteurs partenaires au développement, tel le programme des Nations Unies pour le contrôle de la drogue et la prévention des crimes.

Le cercle des CFR est une réunion de type informel. Il a pour objectif d'examiner et de favoriser une meilleure compréhension des problématiques du groupe Egmont, dont les travaux se déroulent en langue anglaise, perçue comme un handicap pour ceux des pays ayant en partage le français.

Le programme prévoie plusieurs exposés : les stratégies de lutte contre le financement du terrorisme ; le rôle de TRACFIN dans la gestion des attaques du 11 janvier de Charlie Hebdo ; une typologie spécifique de financement du terrorisme, cas de Boko Haram au Cameroun ; une typologie spécifique de financement du terrorisme, Aqmi au Sahel ; le commerce électronique face au financement du terrorisme.

D'autres sujets porteront sur ; l'utilisation des moyens de paiement par téléphonie mobile et les risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ; les défis du dispositif sous régional de lutte contre le financement du terrorisme ; les mécanismes de mise en œuvre des résolutions 1267 et 1313 du Conseil de sécurité de l'ONU ; et la coopération internationale, outil clé pour lutter contre le financement du terrorisme.

En République du Congo, l'Agence nationale d'investigation financière constitue la cellule de renseignements financiers. Aussi, conscientes du danger que représentent le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, les autorités congolaises tiennent à lui doter des moyens nécessaires pour sa mission, afin d'atteindre les standards mondiaux en la matière.

Nancy France Loutoumba

IPRC Institut Africain de Perfectionnement et de Renforcement des Capacités
Une expertise à votre portée
FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !
L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez- nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45|06 992 04 91-Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés publics ?	5jours	2 au 6 novembre 2015
La conduite du changement dans les organisations	3 jours	11 au 13novembre 2015
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	16 au 19 novembre 2015
Négocier avec ses fournisseurs stratégiques	3 jours	18au 20 novembre 2015
La responsabilité sociétale des entreprises	5 jours	23 au 27 novembre2015

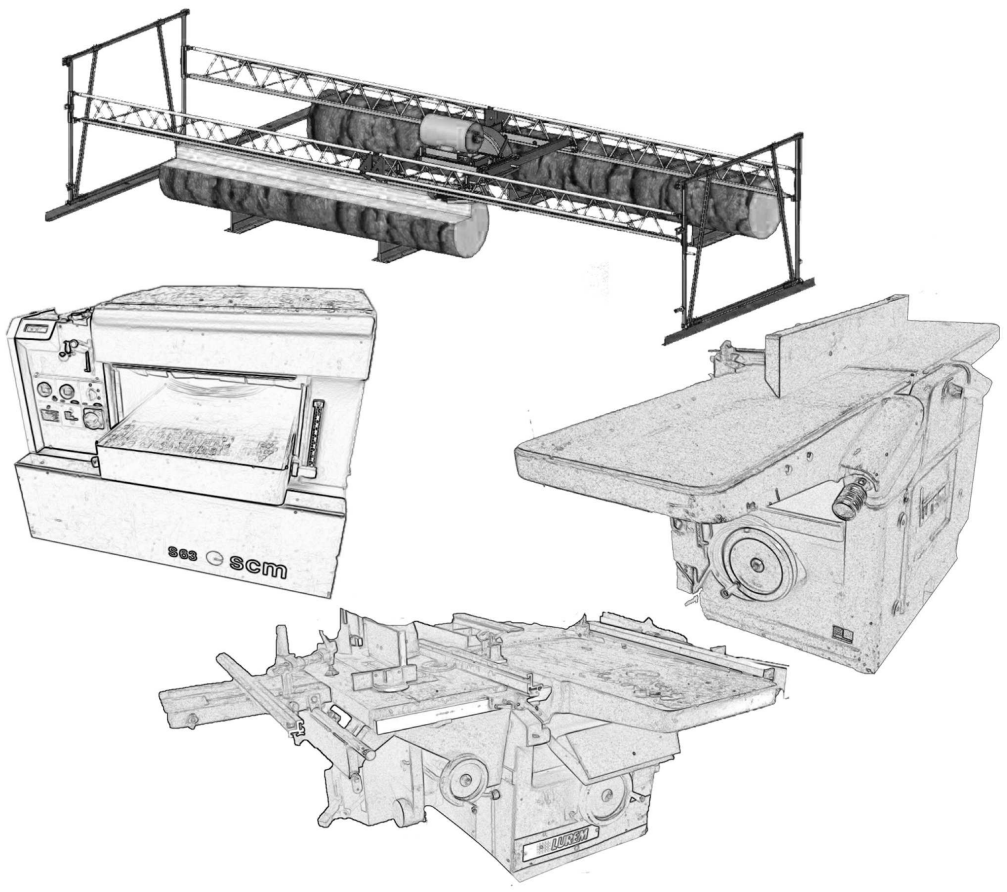
Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

BOUYGUES ENERGIES & SERVICES

NÉCROLOGIE

La direction de Bouygues Energies & Services Congo a le regret d'informer l'ensemble des ses collaborateurs du décès de Arnaud Taty, responsable Télécoms et délégué du personnel ; décès survenu ce mardi 27 octobre 2015 aux environs de 10H à la clinique Netcare de Pointe-Noire, des suites d'une courte maladie.
La veillée se tient à Pointe-Noire dans le quartier Raffinerie, Arrêt Abiabaguette et à Brazzaville à sa résidence à Moukondo (en face de Andrade). La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.
Le Directeur Général, au nom de tous les travailleurs, présente à la famille Taty toutes ses condoléances.

MACHINES À BOIS
OCCASION & NEUF



ETS. JOULIN & Fils
Brazzaville : 06 66 47 290 / 06 924 00 74
Paris : +33 (0)6 08 02 59 42
Email : ets.joulin@free.fr

NÉCROLOGIE

Le Contre-Amiral Jean Dominique Okemba, M. Serges Ikiemi et la famille Obouli-l'Konda informent M. Maurice Nguesso et famille, les parents des villages Olembé, Kouelengué, les amis et connaissances du décès de leur sœur et tante, Mme Iloki Henriette (Iloyi-la'awandza) survenu le dimanche 25 octobre 2015 à Brazzaville des suites d'une longue maladie.
La veillée mortuaire se tient au n° 162, rue Louingui, Ouenzé, Brazzaville.
Le programme des obsèques se présente comme suit :
Lundi 2 novembre 2015
-9 h : Levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville, suivi du recueillement à la morgue
- 10 h : Départ de la dépouille mortelle pour Oyo par l'aéroport de Maya-maya
Mardi 3 novembre 2015
Inhumation au village Baara (district d'Oyo)

REMERCIEMENTS

François Ansi, les enfants Oba, les petits-fils Obangala et famille sont très sensibles à cette marque de compassion, votre soutien multiforme (moral et matériel) que vous leur avez apportés lors du décès, le 2 octobre dernier, de la regrettée mère et grand-mère, Ngalla Cathérine.
Que le Seigneur Tout-Puissant fortifie cette solidarité agissante entre les hommes.
Nous vous resterons très reconnaissants et vous rendons notre gratitude.

IN MEMORIAM

Mme EDZATA née NAMOUNA NDOUNDOU Gertrude
28 octobre 2014 - 28 Octobre 2015
12 mois séparent la dernière fois ou l'on a pu se tenir la main et se regarder dans les yeux.

Maintenant tout a changé, mais ta mémoire est restée.
L'œuvre de ta vie se perpétue.
La flamme de l'amour brulera éternellement dans nos cœurs.
L'effacement de ce lien par la mort n'est qu'un simple leurre.
Tous ceux qui t'ont connu et aimé, et qui ont partagé ta vie voient au prolongement de ton œuvre, qui fut de donner, d'aider, et d'aimer ton prochain, pragmatisme et réalité.
Que tous ceux qui nous ont accompagné dans cette douleur trouvent ici reconnaissance et gratitude.

LEBENBAY

Immigration USA. Vivre. Travailler ou étudier aux USA. Loterie. Plus de 50.000 Visas disponibles grâce au diversity Visa (DV)
TEL/ 05 588 69 76 / 06 505 28 25
Adresse : Rond point - la coupole - 59 rue Kimpanzou Mougali Mucodec
Date limite le 2 novembre 2015-.

SOLIDARITÉ

La 2e édition de la soirée de bienfaisance aux enfants vivants avec handicap de surdité prévue pour le 28 novembre

Après la première édition organisée le 23 décembre 2014, le comité d'organisation de la Soirée de bienfaisance au profit des enfants vivant avec handicap de surdité, coordonné par Rebecca de Ibendé, annonce la tenue de la deuxième édition le 28 novembre 2015, à Mikhael's hôtel de Brazzaville.

C'est afin de participer à l'épanouissement des enfants vulnérables qu'une soirée de bienfaisance dénommée « congolaise de solidarité » est organisée. Elle aura pour marraines Emmanuelle Joelle Akouélé, présidente de l'association Dynamique de femmes vivant avec handicap, ainsi que Loamba Moké, coordonnatrice de la Congolaise des droits de l'Enfant.

En effet, au Congo les spécialistes affirment que 5.000 enfants sont déficients auditifs et le taux de scolarisation des enfants vivants avec handicap de surdité est très faible. *« Plus de 5% de la population mondiale soit 360 millions de personnes souffrent de déficience auditive incapacitante, la plupart vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire »*, déclare la présidente du comité d'organisation, Rebecca de Ibendé.

Ouverte à tout le public congolais, cette soirée permettra de donner la parole aux spécialistes d'audition, et de collecter des fonds qui seront reversés à l'association « Les amis de sodie », une association qui œuvre pour la scolarisation des enfants vivant avec handicap de surdité.

Comme la première, la deuxième édition de la soirée de bienfaisance, dénommée « Soirée congolaise de solidarité », a pour but de sensibiliser la population aux problèmes des enfants vivant avec handicap de surdité. Ce grand bal de charité permettra aussi de collecter des fonds au profit de l'association « Les amis de sodie », une association créée en Suisse par Clarisse Mérindol Ouobo, une journaliste burkinabé, pour la scolarisation des enfants congolais vivant avec handicap de surdité. Lors de la soirée de bienfaisance de la première édition, cette dame, qui mène quotidiennement le combat de la valorisation des droits des jeunes sourds au Congo tout en accordant un intérêt particulier aux droits des personnes handicapées, avait apporté son aide à une jeune congolaise sourde, étudiante à la faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi, en lui procurant des prothèses auditives.

Rappelons que la première édition de la soirée de bienfaisance au profit des enfants vivant avec un handicap de surdité a été une occasion pour Nazaire Dianbindama, directeur de l'Institut des jeunes sourds de lancer un cri de cœur face à l'état de délabrement et au manque de personnel qualifié auquel fait face cette école ; ce qui freine son bon fonctionnement. *« J'exhorte les gens à visiter l'Institut des jeunes sourds de Brazzaville, qui n'est malheureusement pas connu. En 1998, 103 professeurs étaient formés à l'E école normale supérieure (ENS). Actuellement, 12 professeurs sont actifs. Et personnes n'accorde une attention aux jeunes sourds. Pourtant, dans toutes les familles, selon des statistiques, il y a au moins un handicapé. Tous les hommes présentent un handicap. A l'âge de 45 ans, par exemple, l'homme perd un peu de son audition. Je veux que chacun de vous soit le relais, pour que cet institut soit soutenu sur le plan national (…) ».*

Emile Antoine Babindama, président de l'organisation non-gouvernementale « One stop humanitary and development », avait annoncé l'ouverture prochaine d'une salle informatique à l'Institut des jeunes sourds de Brazzaville, grâce à la vingtaine d'ordinateurs que son ONG a offerte à cet institut.

Bruno Okokana

Conscience scientifique

La directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, l'a fait savoir dans son message publié le 28 octobre, en prélude à la célébration, le 10 novembre prochain, de la journée internationale de la science au service de la paix et du développement

Le thème retenu pour cette année est : « la science au service d'un avenir durable ». Elle a indiqué : *« nous lançons cette nouvelle édition de la journée mondiale de la science au service de la paix et du développement pour mettre en lumière l'importance croissante accordée par les pays à la science, la technologie et l'innovation à tous niveaux de développement »*.

Les préoccupations liées aux phénomènes naturels dont les sécheresses, inondations, ouragans, explique Irina Bokova, ont conduit les gouvernements à adopter des stratégies au niveau national et régional afin de protéger l'agriculture, de réduire les risques de catastrophes et de diversifier les sources d'énergie nationales. *« l'augmentation des investissements dans les sciences témoigne d'une plus grande prise de conscience de la nécessité de bâtir des sociétés vertes en même temps que des économies vertes, en associant évolution politique et législatives et changement de valeurs et de comportements »*, a-t-elle déclaré.

Selon elle, ces questions seront abordées lors de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris. Au cours de celle-ci, précise le message, les dirigeants du monde entier adopteront un nouvel accord de coopération internationale en vue d'atténuer les effets du changement climatique. *« La science, la technologie et l'innovation sont essentielles à cet égard, et nous devons faire tout notre possible pour aider toutes les sociétés, sur tous les continents, à créer et partager des connaissances »*, a-t-elle insisté.

La directrice générale a, par ailleurs, souligné que les gouvernements sont conscients de la capacité de la science de fournir des réponses essentielles pour une meilleure gestion des ressources en eau, la conservation et l'exploitation durable des océans. A cela s'ajoute la protection des écosystèmes et de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique et les catastrophes naturelles, la promotion, l'élimination de la, pauvreté et la réduction des inégalités.

Notons que la journée internationale de la science au service de la paix et du développement a été lancée en 2001. Elle consiste à montrer au public la place de la science dans la vie quotidienne.

Lydie Gisèle

POLICE

De nouveaux promus à la tête des directions départementales

Le ministère de l'Intérieur et de la décentralisation a nommé, par arrêté n°34 427 du 27 octobre, cinq nouveaux directeurs départementaux de la police : dans la Sangha, le Kouilou/ Pointe-Noire, la Lékoumou, les Plateaux et la Cuvette.

Il s'agit respectivement des colonels Michel Mayouma, Serge Pépin Itoua Poto, Jean-Louis Mendome, Ramsès Jeannot et Jean Claude Mabiala. Un autre arrêté signé du ministre Raymond Zéphirin Mboulou le même jour nomme trois commissaires centraux dont un à Brazzaville, un à Dolisie et un à Pointe-Noire.

Il s'agit d'Aymar Béranger Lomaniwé (Djoué-Brazzaville), Achille Yongo Gabia (Dolisie) et Landry Edmond Sylvère Miakatsindila (Pointe-Noire).

De son côté, Didace Delphir Yobi est nommé commandant du groupement mobile de la police.

La Rédaction

SANTÉ PUBLIQUE

Les AVC tuent ou peuvent laisser des séquelles irréversibles

L'humanité célèbre le 29 octobre de chaque année, la Journée mondiale de lutte contre les accidents vasculaires cérébraux (AVC) dont l'objectif principal est de sensibiliser le maximum de personnes à ce grand problème de santé publique

Au Congo, les AVC sont devenus l'une des premières causes de mortalité. Le mode d'alimentation, l'hypertension, la consommation abusive d'alcool et le stress souvent dû à des problèmes non résolus sont à l'origine de cette maladie. Pour lutter efficacement contre la pathologie, les autorités ont doté le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville d'une unité spéciale de prise en charge qui est opérationnelle depuis janvier 2014.

Conscients du fait que les AVC ne sont pas l'une des premières causes de décès et d'évacuation sanitaire dans le pays, et de l'existence d'autres pathologies telles que l'obésité, l'hypertension, et le stress, des Congolais se sont regroupés au sein de clubs de marcheurs. Ils parcourent chaque samedi et dimanche des routes, monts et vallées des grandes villes du pays.

Qu'est-ce qu'un AVC ?

D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'accident vasculaire cérébral est «le développement rapide de signes cliniques localisés ou globaux de dysfonction cérébrale avec des symptômes durant plus de 24 heures, pouvant conduire à la mort, sans autre cause apparente qu'une origine vasculaire «. Elle distingue aussi l'AVC de l'accident ischémique transitoire (AIT) qui est défini comme «la perte brutale d'une fonction cérébrale ou oculaire durant moins de 24 heures, supposée due à une embolie ou à une thrombose vasculaire». L'AIT est souvent annonciateur d'un AVC.

Quelques facteurs de risques

Les principaux facteurs de risques des cardiopathies et des AVC, sont une mauvaise alimentation, un manque d'activité physique, le tabagisme et l'usage abusif de l'alcool. Les effets des facteurs de risques comportementaux peuvent se traduire chez les personnes par une hypertension, une hyperglycémie, une hyperlipidémie, le surpoids et l'obésité. Ces facteurs de risque intermédiaires peuvent être évalués dans les établissements de soins de santé primaires et ils sont le signe d'un risque accru d'infarctus, d'accident vasculaire cérébral, de défaillance cardiaque et d'autres complications.

Les symptômes de l'AVC

Cette pathologie se manifeste, entre autres, par un engourdissement du visage; une perte de force ou un engourdissement du membre supérieur ; un trouble de la parole ; une difficulté à comprendre son interlocuteur ; un engourdissement ou une faiblesse de la jambe. Les autres symptômes sont une perte soudaine de l'équilibre; un mal de tête intense, brutal et inhabituel et un problème de vision, même temporaire.

Les pays à revenu faible ou intermédiaire sont plus touchés

Selon les spécialistes, plus des trois quarts de décès par maladie cardiovasculaire dans le monde surviennent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les habitants de ces pays ne peuvent souvent, pas pensent-ils, bénéficier des programmes intégrés de soins de santé primaires pour la détection précoce et le traitement des personnes à risque par rapport aux habitants des pays à revenu élevé. « Les habitants les plus pauvres des pays à revenu faible ou intermédiaire sont les plus touchés. Il est amplement démontré que les maladies cardiovasculaires et d'autres maladies non transmissibles contribuent à la pauvreté des ménages du fait des dépenses de santé catastrophiques et du niveau élevé des paiements directs auxquels ceux-ci doivent faire face », indiquent-ils, précisant qu'au niveau macroéconomique, les maladies cardiovasculaires prélèvent un lourd tribut sur les économies dans ces pays.

Comment réduire la charge des maladies cardiovasculaires ?

L'OMS a recensé des interventions très efficaces et économiques qu'il est possible de mettre en œuvre même là où les ressources sont rares pour lutter contre les maladies cardiovasculaires. Elles comprennent deux volets: à l'échelle de la population et à l'échelle individuelle, et il est recommandé de les combiner afin de réduire la très forte charge que représentent les maladies cardiovasculaires.

En effet, sous la direction de l'OMS, l'ensemble des pays membres (194 pays) ont souscris en 2013, à des mécanismes mondiaux permettant de réduire la charge évitable des maladies non transmissibles. Ces mécanismes sont consignés dans le Plan d'action mondial de cette organisation pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020. Il vise à réduire de 25% d'ici à 2025 le nombre de décès prématurés liés aux maladies non transmissibles moyennant neuf cibles mondiales volontaires. Deux d'entre elles portent directement sur la lutte contre les maladies cardiovasculaires.

Parfait Wilfried Douniama

CAMEROUN

Le Commandant des Eléments français au Gabon annonce un don de 11 véhicules tout-terrain

Le nouveau Commandant des Eléments français au Gabon (EFG), le général de brigade Vincent Guionie vient d'effectuer sa première visite à Yaoundé au Cameroun, où il a été reçu par le président Paul Biya.

Il a en charge toutes les actions de coopération militaire opérationnelle que la France conduit avec les armées des États d'Afrique centrale. Il a été reçu par le nouveau ministre délégué à la Défense Joseph Beti Assomo et le général de division Pierre Samobo, major général des armées camerounaises.

Les discussions entre Vincent Guionie, Joseph Assomo et Pierre Samobo ont tourné, pour l'essentiel autour de la situation sécuritaire dans l'extrême-nord du Cameroun, où le groupe islamiste Boko Haram se livre à des incursions et à des exactions.

Le commandant des EFG a rappelé le soutien de la France au peuple et aux forces armées camerounaises dans la lutte contre le terrorisme en général, et Boko Haram en particulier. Il a renouvelé aux autorités camerounaises la poursuite de la coopération opérationnelle française dans la formation d'unités spéciales. Il a annoncé un don de 11 véhicules tout-terrain du type P4 avec armement et transmissions de bord aux unités spéciales camerounaises.

Cet appui fait partie de la coopération opérationnelle française dans les domaines du renseignement, de la lutte contre les engins explosifs improvisés et de la formation d'unités spéciales. L'armée camerounaise a annoncé la découverte sur son passage, d'engins explosifs improvisés posés par les éléments de la secte islamiste Boko Haram sur les chemins empruntés par ses différents détachements lors des patrouilles.

Le Cameroun reçoit de plus en plus l'aide des grandes puissances militaires, dans la formation, l'appui au renseignement pour contenir Boko Haram, notamment l'aide de la France, la Russie, les Etats-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et Israël. Une importante cache d'armes aurait été découverte dans les environs d'Awaé, à 50km de Yaoundé. Au-delà des attaques de Boko Haram, le Cameroun subit des menaces à sa frontière orientale dues à l'insécurité en Centrafrique.

Le général de brigade Vincent Guionie s'est livré à une conférence à l'Ecole supérieure internationale de guerre (ESIG). Il s'est rendu également à l'Ecole internationale des forces de sécurité (EIForces) avec le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense chargé de la Gendarmerie nationale, Jean-Baptiste Bokam et le directeur général adjoint de l'EIForces, le commissaire divisionnaire Cécile Oyono Thom. *« Je suis très agréablement surpris par les efforts qui sont faits dans le domaine de la formation. Les progrès qui ont été faits sont considérables »*, a déclaré Vinvent Guionie. *« C'est très positif »*, a-t-il conclu.

Noël Ndong

BANQUE MONDIALE

L'Afrique subsaharienne enregistre un meilleur climat des Affaires

C'est l'essentiel d'un nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale (BM) publié le mercredi 28 octobre. Le document révèle que l'Afrique subsaharienne connait depuis 2013, le plus grand nombre de réformes de la réglementation du monde des affaires.

Dix pays africains ont été cités comme modèles par ce rapport 2015 : en tête se trouvent le Rwanda, l'Île Maurice et la Sierra Léone. Les pays comme le Benin, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Sénégal et le Togo, ont figuré sur la liste, d'après Doing Business 2015, en raison de leurs efforts visant à améliorer l'environnement réglementaire des affaires pour les petites et moyennes entreprises. La même tendance est constatée, note l'agence BM, au Nigéria et au Cap-Vert.

« Les économies d'Afrique subsaharienne ont fait des progrès notables ces 10 dernières années en réduisant les contraintes réglementaires relatives à l'environnement des affaires. Nos données montrent que l'Afrique subsaharienne a enregistré le plus grand nombre de réformes sur 2013/14 ayant facilité le climat des affaires, avec 75 réformes sur les 230 recensées à travers le monde », a indiqué le Group des indicateurs mondiaux, Économie du développement, Groupe de la Banque mondiale.

Par ailleurs, pour la première fois cette année, l'agence Doing Business a également recueilli des données pour la deuxième ville commerciale dans les 11 économies où la population est de plus de 100 millions d'habitants. C'est le cas du Nigeria, où le rapport analyse donc maintenant la réglementation des affaires à Kano ainsi qu'à Lagos. En outre, il a été ressorti dans ce nouveau classement, des critères fondés sur la facilité de faire des affaires sur l'index de la distance de la frontière. Cette mesure montre à quel niveau chaque économie se situe par rapport aux meilleures pratiques mondiales en matière de réglementation des affaires. Un environnement d'affaires plus efficace et des institutions juridiques plus solides attirent des investisseurs, commentent les experts.

Pourtant, *« malgré ces réformes, des défis persistent dans la région. Par exemple, l'incorporation d'entreprises continue d'être plus coûteuse et complexe en moyenne que dans toute autre région »*, regrette le rapport de la BM. En dépit de ces critiques, les acteurs africains ne croisent pas les bras. Nairobi, la capitale kenyane accueillera le Forum africain des champions de PME les 17 et 18 novembre prochains. Des Masters Classes de haut niveau donnés par des Experts reconnus, se dérouleront sur des problématiques liées aux besoins opérationnels et stratégiques des dirigeants de Petites et moyennes entreprises(PME) africaines. D'ailleurs s'achève ce jeudi 29 octobre, à New Dehli, un sommet Inde/Afrique sur les échanges commerciaux. Des entreprises chinoises, européennes et américaines se livrent à une rude concurrence sur le marché africain.

Fiacre Kombo

INSTITUT DE SONDAGE DU CONGO
"INS-CG "

Brazzaville
Bât. H8 rue Chaplin, rond-point de la république (Ex-CCF), arrondissement II, Bacongo
Tel : +242 06 483 63 18
+242 05 697 26 55

INS-CG
Institut de sondage du Congo

Pointe-Noire
Rond-point Mpita à l'entrée de la rue Tchikaya U Tam'si.
Pointe-Noire
Tel : +242 05 559 76 01
+242 06 483 63 70

Une expertise fiable et adaptée à votre structure

Institut de sondage du Congo "INS-CG" met à votre disposition ses meilleurs experts afin de vous accompagner dans les domaines clés suivants :

Sondage
- Enquête d'opinions
- Analyse d'opinons
- Enquête de satisfaction

Medias
- Mesure d'audience :
  - Radio & Télévision
- Stratégie de communication

Stratégie & Management*
- Stratégies d'entreprises
- Etude de marché
- Etude marketing

* Pour des marchés de niche

Nous nous mettons à votre écoute pour vous proposer des solutions adaptées à votre environnement de travail en garantissant une neutralité des études réalisées.
Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter.
contact@ins-cg.com
www.ins-cg.com

DIPLOMATIE/DÉMOCRATIE

La France a aussi ses problèmes

Les Africains regardent toujours passionnément vers Paris, attendant un bout de phrase, ou quelque chose comme ça, de la part des autorités de l'Hexagone lorsqu'ils peinent à trouver des solutions aux problèmes qui se posent à leur pays. Comme si la France n'avait pas elle-même ses propres soucis. C'est pourtant souvent le cas comme l'indiquent les visites controversées, ces dernières vingt-quatre heures, de personnalités françaises chez Vladimir Poutine, en Russie, et chez Bachar-al Assad, en Syrie.

Alors que les relations entre Paris et Moscou sont froides depuis plusieurs mois, notamment du fait du conflit ukrainien, la visite ce jeudi, de l'ancien président Nicolas Sarkozy au chef de l'État russe, Vladimir Poutine, n'est pas le signe d'une bonne santé de la politique intérieure française. L'échéance de 2017, année de la prochaine présidentielle, y est peut-être pour quelque chose dans la mesure où l'ex-président français fait les pieds et les mains pour « revenir » à l'Élysée et que François Hollande, qui voit la croissance reprendre lentement, l'espère sur la durée pour rempiler. Il avait en effet déclaré ne prendre un nouveau ticket pour l'Élysée qu'au cas où le chômage baisserait. La légère relance de l'économie française peut être un motif d'espoir pour l'éventuel futur candidat sortant.

D'un certain point de vue, le déplacement du président des «Républicains» français au Kremlin, à l'heure où la Russie occupe une place de choix dans la laborieuse résolution de la crise syrienne se situe dans une sorte de relance du partenariat Paris-Moscou. Au cas où. Question de réconcilier la France avec un partenaire dont tous les choix en matière de politique internationale ne sont pas toujours aussi mauvais que cela ; question aussi, et c'est ici qu'intervient la rivalité dans la course pour 2017, de montrer que la politique extérieure de la France a parfois marqué le pas et même échoué. Pour en parler, il faut considérer deux crises majeures des temps présents : la crise ukrainienne et la crise syrienne.

Deux visions diamétralement opposées caractérisent la lecture que Paris et Moscou font de ces conflits. Aussitôt après l'éclatement des manifestations en Ukraine, contre le président Viktor Ianoukovicth, la France, ainsi que la plupart des pays occidentaux avaient apporté leur soutien à l'opposition. Considéré comme trop proche de la Russie, ce dernier avait fini par être chassé du pouvoir. Son successeur, Pétro Porochenko, a toutes les faveurs de l'Union européenne et des États-Unis, même s'il n'est pas toujours parvenu à stabiliser la crise. Mais la méfiance à l'égard de Moscou tient aussi à l'annexion de la Crimée par les Russes en 2014. Elle a justifié la résiliation par la France du contrat d'achat des navires Mistral signé avec la Russie. Peut-être que s'il était en fonction, Nicolas Sarkozy aurait traité cette question autrement.

Il en est de même du conflit syrien. La position de la France, exprimée aux premières heures de son éclatement, en 2011, était de faire partir Bachar-al Assad. Paris misait alors sur une opposition « modérée » pour arriver à ses fins. Le terrain a vite été occupé par des djihadistes qui font dans la démesure en termes de destruction des vies humaines et du patrimoine mémoriel de l'humanité. Dans une région proche-orientale aussi trouble, les solutions ne viennent pas facilement.

Après avoir observé pendant quatre ans l'évolution de cette crise et l'enlisement de la coalition anti-État islamique, la Russie a décidé ouvertement de venir en aide à son allié syrien. Pour elle, le président Assad fait partie de la solution. Ce que rejettent les capitales occidentales, pour qui cet homme n'a plus sa place à la tête d'un pays qu'il a contribué à détruire pendant cinq ans.

Même s'ils ne donnent pas raison à ceux qui pensent au rôle que peut jouer Bachar-al Assad dans la sortie de crise, la présence, mercredi 28 octobre, à Damas, de trois parlementaires de la Droite française exprime sans doute l'exaspération d'une partie de l'opinion française à l'égard des choix de politique étrangère de leur pays sur des questions aussi complexes que sensibles. Ce qui est bon évidemment, c'est que les grandes diplomaties savent se ressaisir. La diplomatie française est parmi les plus grandes du monde. Elle saura tirer son épingle du jeu.

Gankama N'Siah

PRÉ COP21

La France organise une large consultation ministérielle du 8 au 10 novembre

La rencontre de Bonn en Allemagne sur les négociations concernant le climat s'est achevée le 23 novembre par la publication d'un nouveau projet de texte « plus long mais équilibré, qui met diverses options sur la table », a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, président de la COP21.

Dans ces conditions, Laurent Fabius a indiqué que la France organisera du 8 au 10 novembre une large consultation ministérielle *« la Pré-COP, pour avancer alors qu'il reste peu de temps. Il nous reviendra ensuite, à Paris, de conclure cette négociation. Comme président de la COP21, je serai à l'écoute de tous les pays dans un esprit de transparence et de dialogue, avec la ferme intention d'aboutir à l'accord ambitieux indispensable »*.

Selon certains experts, le processus de négociation qui s'est achevée le 23 octobre à Bonn, répond à des pratiques qui semblent déconnectées du monde extérieur. La plupart des pays du monde – à l'exception notable de gros producteurs de pétrole – ont publié leur plan d'action national pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), dans la perspective de la conférence de Paris.

À y regarder de près, ces documents – ou leur absence – révéleraient bien plus une ligne de fracture entre pays producteurs d'énergies fossiles et pays importateurs ayant tout intérêt à développer des énergies alternatives, que la fracture traditionnelle entre le « Nord » et le « Sud ».

L'ambassadrice sud-africaine Nozipho Mxakato-Diseko, porte-parole du « G 77 + Chine », n'a pas hésité à parler d'« apartheid » si les propositions de son groupe ne sont pas prises en considération, réactivant la fracture traditionnelle entre le « Nord » responsable historique du changement climatique, et le « Sud », qui en subit les principaux dommages.

Mais à l'intérieur du G77 + Chine, les intérêts sont parfois différents. Ce groupe est constitué à la fois de grands pays émergents (Chine et Inde), de petits insulaires, de pays africains et de pays pétroliers. Autant de parties aux intérêts divergents. *« Malgré son hétérogénéité, ce groupe 77 + Chine est important pour faire passer le message des pays les plus vulnérables »*, a déclaré l'expert de la négociation climatique pour le WWF, Pierre Cannet, qui considère « utilise de le préserver ».

Selon un diplomate français, *« il est plus facile de négocier avec un groupe constitué, qui a travaillé à élaborer un consensus en son sein, qu'à 195 parties totalement éclatées »*. Mais on sait que la décision de signer ou non un accord relève de chaque pays, quelle que soit la position de son groupe. *« La plus grande difficulté serait, selon un autre diplomate, de rapprocher un décalage entre le niveau politique (ministres et chefs d'État) et le niveau technique »*.

Noël Ndong

VOYAGE À BANGUI ?

Le pape n'a pas peur, affirme le Saint-Siège

Les violences qui se succèdent en Centrafrique ne remettent pas en cause le voyage du pape à Bangui le 29 et le 30 novembre, assure le cardinal Parolin.

C'est le cardinal, secrétaire d'Etat (premier ministre du pape) qui l'assure : le pape François n'a pas peur ; il ira bien en Centrafrique comme prévu. *« Je ne crois pas que le pape ait peur, s'il en était ainsi, il s'abstiendrait d'y aller. Sa première visite en Afrique aura bien lieu (25-30 novembre Ndlr) avec l'étape de Centrafrique »*. C'est elle, en effet, qui semble à ce jour la plus problématique. Les épisodes de violences se succèdent en Centrafrique et il ne passe pas de semaine que Bangui, la capitale, ne se signale par des affrontements ou des attaques.

« Le pape va partout », souligne le cardinal Parolin. *« Il a tenu à aller en Centrafrique dans la situation de conflit dans laquelle se trouve le pays »* pour aller y encourager le processus de paix. *« Et pour cela, il est prêt à affronter tous les risques. Je sais, il y a des risques éventuels, mais je suppose que si le pape maintient ce voyage c'est parce que les conditions de sécurité sont réunies »*, a dit, mercredi, le cardinal, Secrétaire d'Etat en marge d'une conférence à l'université jésuite grégorienne de Rome.

« Tout est sous contrôle », assure donc le N°2 du Vatican. *« Donc, tout ce qui survient est bien maîtrisé. Le fait que le voyage se réalise signifie que les conditions minimes sont présentes pour qu'il puisse y aller, rester le temps d'accomplir son programme »*. Pour lui, le pape tire son courage *« dans sa foi et dans son amour pour les gens. Il a tenu que ce voyage en Afrique ait lieu avec cette étape de Centrafrique pour les situations de conflit dans lesquelles le pays se trouve, pour adresser une parole de réconfort non seulement aux chrétiens mais aussi à tous pour la construction de la paix »*, a dit le cardinal Parolin.

Rappelons que ce voyage pontifical qui commence le 25 novembre, portera le pape François d'abord au Kenya, puis en Ouganda. Dans le premier pays, il visitera un bidonville de Nairobi, dans le deuxième sanctuaire marial de Namugongo. C'est là que furent brûlés vifs les premiers martyrs chrétiens de l'Afrique noire, les fameux 21 Martyrs de l'Ouganda, en 1885. Cette année, l'Eglise d'Ouganda entendait donner un faste particulier à la commémoration du 130e anniversaire de cet événement.

Lucien Mpama

ASSISES DE LA TRANSFORMATION DIGITALE

L'Afrique rêve de villes intelligentes

La 4e édition des Assises de la transformation digitale en Afrique qui se tient du 29 au 30 octobre 2015 à Paris, en France, évoquera des « enjeux de la smart city », ses villes intelligentes obligées d'imaginer leur développement avec les services numériques.

Le colloque réunit plus de 50 experts dans le domaine des Smartcities. Le magazine CIO Mag qui organise le rendez-vous annonce la participation d'une dizaine de ministres, dont le Congolais Jean Richard Bruno Itoua, en charge de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique. Des maires de grandes villes africaines participeront à ces deux journées d'échanges et présentations de meilleures pratiques en matière de gouvernance des Smarticities.

L'érection de nouvelles villes pose des problèmes de développement concerté. Un nouveau phénomène qui prend de l'ampleur à l'échelle du continent. Pour une meilleure gestion de ces Smartcities, la création d'un cadre de concertation permettrait de favoriser les échanges sur les meilleures pratiques en matière d'organisation en amont, de plan de financement pour l'Afrique.

Le colloque planchera sur les problématiques des infrastructures comme socle du développement de la smart city, les questions relatives à la coopération technique, Partenariats publics-privés et Financement des infrastructures et services numériques en passant par le big data.

« *En organisant un colloque dédié aux Smartcities, il s'agit de contribuer au renforcement des capacités pour aider les acteurs à bâtir et à réfléchir au concept de la ville intelligente et anticiper sur le rôle de la transformation numérique* », souligne dans un communiqué le magazine CIO Mag.

En clair, les participants et experts tenteront d'apporter des réponses pour comprendre les enjeux et apporter des réponses pertinentes aux enjeux globaux de l'explosion démographique urbaine que connait le continent. Il s'agira également de déterminer les chantiers prioritaires pour contribuer à mieux bâtir une ville intelligente.

Selon des chiffres, un homme sur 7 vit en Afrique. En 2050, 1,5 milliard d'Africains vivront en ville contre seulement 413 millions en 2010. Ce sera un milliard d'urbains en plus. Il est sans conteste que cette forte évolution démographique laissera apparaître de fortes inégalités et des problèmes d'assainissement. Bref, une vraie limite aux politiques urbaines telles qu'elles sont envisagées aujourd'hui.

Quentin Loubou

MICHAËLLE JEAN

« Il faut abattre les barrières qui cloisonnent l'espace francophone »

Paris a accueilli la 2e édition du Forum économique de la Francophonie (FEF) le 27 octobre sous le thème « appel à l'action ». Ce concept était le crédo de la campagne de la secrétaire générale actuelle de l'OIF, Michaëlle Jean.

Michaëlle Jean a ouvert le Forum en présence nombreux chefs d'État africains, notamment le Sénégalais Macky Sall, le Gabonais Ali Bongo, le Malgache Héry Rajaonarimampianina, et du Premier ministre belge Charles Michel, du chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, de plusieurs chefs d'entreprise. La mobilité, le numérique, la jeunesse et les femmes, étaient au cœur des échanges.

L'heure est au maillage de la Francophonie

Michaëlle Jean a estimé qu'il fallait multiplier ce genre de rencontres pour développer la Francophonie économique. *« Ces rencontres comme ce Forum doivent se renouveler pour entretenir le réseau, le maillage de la Francophonie »*, a-t-elle déclaré. Pour elle il n'y a aucune raison que la Francophonie ne réussisse pas son projet économique, estimant qu'il fallait aussi prendre en compte les attentes de la jeunesse, lui donner de meilleures perspectives d'avenir, en développant notamment la culture entrepreneuriale. Selon elle, il faut aussi permettre une meilleure *« mobilité des capitaux et abattre les barrières qui cloisonnent l'espace francophone »*.

Tous ceux qui se sont succédé à la tribune ont plaidé pour la mobilité, condition sine qua non de la réussite d'une Francophonie économique. Ils ont indiqué que l'échange au sein de la Francophonie se fera par le mouvement, la libre circulation des biens et des services, mais aussi par la mobilité des acteurs de l'échange, où les hommes et femmes d'affaires de l'espace francophone peuvent s'y mouvoir sans obstacles indus. C'est l'essence même de la francophonie des valeurs. Et c'est une des conditions de réussite de la Francophonie économique, ont-ils soutenu.

Ali Bongo, avocat de la jeunesse

Ali Bongo Ondimba a eu des mots justes. Il a insisté sur la place concrète de la jeunesse, l'apport des dirigeants des pays francophones *« au-delà de la beauté de la langue française »*. Il s'est engagé à contribuer financièrement si une stratégie était mise place en leur faveur. Il s'est réjoui de la présence du secteur privé pour soutenir les politiques d'éducation et de formation. Car *« il n'y a rien de pire que d'être diplômé et de ne pas trouver d'emploi »*, a-t-il dit. Pour le président gabonais, « le développement de l'Afrique doit se faire avec nous, par nous, et tel que nous le souhaitons ». Il a appelé au rapprochement des hommes d'affaires du Nord et ceux d'Afrique.

Macky Sall demande de « passer des engagements aux actes »

Macky Sall a décrit ses contours d'une Francophonie économique après avoir mis en évidence des forces de cet espace riche de ses 900 millions d'habitants et ses 20% dans les échanges mondiaux de poser la *« question centrale de l'énergie, au coeur de l'économie et du changement climatique »*. Il appelé à tenir compte des besoins de croissance et de compétitivité, en particulier pour les pays en développement. Il a souhaité que la conférence de Paris *« aide à réussir cette transition, mais en prenant en compte la situation spécifique de la jeunesse et des femmes comme acteurs de développement »*. *« Voilà les fondamentaux de la Stratégie économique pour la Francophonie sur laquelle nous-nous sommes engagés au Sommet de Dakar. Ajoutant de passer des engagements aux actes »*, a-t-il rappelé.

La francophonie économique rime avec numérique

Le secteur numérique a été jugé le plus prometteur, grâce aux contenus francophones, dus à l'explosion du nombre de locuteurs français en particulier en Afrique. La planète comptera près de 800 millions de francophones en 2050, et la demande liée aux services informatiques, culturels ou commerciaux en langue française devrait augmenter de façon exponentielle. Certains intervenants ont mis l'accent plutôt le développement des incubateurs de start-up francophones, pour permettre de rattraper les retards et de donner un sens à l'OIF.

Le cofondateur et PDG de Viadeo, Dan Serfaty l'a confirmé : *« la production de contenus en français est un secteur très porteur »*. Tous les intervenants ont souligné l'atout que constitue l'Afrique. Pour le banquier Mathieu Pigasse *« l'utilisation de ce bassin linguistique (le français) est l'équation de demain pour nous tous, médias ou fournisseurs de services »*. Il a annoncé son intention de développer des antennes africaines de la station FM musicale Radio Nova.

Le prochain sommet de la Francophonie, au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, se tiendra en 2016 à Madagascar et pourrait se doubler d'un 3e forum d'investisseurs et de patrons.

Noël Ndong

Djoson philosophe the winner, el vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en concert, tous les dimanches à partir de 15h00 au bar Terrasse du Night club ***Five stars***, 120 rue Boundji, Talangai, 2e sortie Nord en allant vers Petit-chose-ba jardin
entrée: consommation 1500f
Cadeau signé retour sur scène nationale, après les Amériques et l'Europe

KEN PRESS

NETTOYAGE À SEC
LAVAGE RESPONSABLE
BLANCHISSERIE

Centre ville Boulevard Denis-Sassou-N'Guesso en diagonale des Dépêches de Brazzaville

Tél.: +242 05 596 78 52 /05 718 16 39

Europe Ecologie les Verts Aquitaine félicite les électeurs Congolais qui se sont rendus aux urnes le 25 Octobre dernier pour se prononcer par référendum sur le projet de loi constitutionnel. Nous, élus EELV Aquitaine encourageons le peuple Congolais dans le processus démocratique.

Fait à Bordeaux, le 29 /10/ 2015
Le Secrétaire Régional

PERSPECTIVES D'AVENIR

ANNONCE OFFICIELLE

La Fondation Perspectives d'Avenir, organisation de la société civile congolaise, a le plaisir de vous informer que sa Commission de Sélection et d'Attribution des bourses d'études Denis Christel SASSOU NGUESSO (DCSN) destinées aux élèves les plus méritants issus de milieux défavorisés ou de familles démunies s'est réunie le 24 septembre 2015 à Brazzaville. Composée de :

–Un représentant du Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire ;

–Deux représentants du Ministère de l'Enseignement Supérieur ;

–Un représentant du Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi ;

–Un représentant de l'UNESCO ;

–Un représentant d'UNICONGO ;

–Deux représentants du Réseau des Directeurs des Ressources Humaines (DRH) du Congo et ;

–Deux agents de la Fondation.

Elle avait pour mission l'évaluation des dossiers de candidatures en vue de la sélection des bénéficiaires au titre de l'année académique 2015-2016.

Au terme des travaux de cette Commission, les candidats dont les noms et prénoms suivent ont été sélectionnés pour poursuivre leurs études dans les Universités du Maroc et du Sénégal :

N°	Noms & Prénoms	Sexe	Ecoles, universités ou départements d'origine	Pays de destination	Filières d'étude
			BOURSES POUR LA LICENCE		
1	KAYA BOUKAMA Reiche	F	Lycée de Mouyondzi (Bouenza)	Sénégal	Management des ressources humaines
2	NSOUKA ULRICH Chrisval	M	Lycée de Nkayi (Bouenza)	Sénégal	Electrotechnique
3	ENZANZA Clay Francha	M	Lycée Technique 5 Février (Brazzaville)	Maroc	Finances & Management
4	MBEMBA MALEKA Godislove Margaret	F	Lycée Technique (Brazzaville)	Sénégal	Banque et Finance
5	OKANDZI Ghane Sephora Granck	F	Lycée A Neto (Brazzaville)	Sénégal	Marketing et intelligence d'affaires
6	KIALEMA Gaiton Franchenelle	M	Lycée d'Owando (Cuvette)	Maroc	Tourisme, hôtellerie et art de vivre
7	NGOTSOU MATSOUA Dan Jenal	M	Lycée de Sibiti (Lékoumou)	Maroc	Management du sport
8	MAWAKO RADY JETHRO	M	Lycée d'Impfondo (Likouala)	Maroc	Sciences de l'eau et de l'environnement
9	BASSANA Géraud	M	Lycée Technique I Dolisie (Niari)	Sénégal	Informatique industrielle
10	MALOUNGOU MBOUMBA	M	Lycée Technique I Dolisie (Niari)	Maroc	Automatique, informatique et systèmes embarqués
11	MOUFOUMA Drice Destin	M	Lycée Technique I Dolisie (Niari)	Maroc	Génie électrique
12	NDOUMA MATALA Delphine	F	Lycée Technique I Dolisie (Niari)	Maroc	Génie civil
13	BAVOUIDI NGOMA Sametone	M	Lycée Victor AUGAGNEUR (Pointe-Noire)	Sénégal	Maintenance des engins lourds
14	MAMPASSA KIKOUNGA Drich	M	Lycée Victor AUGAGNEUR (Pointe-Noire)	Sénégal	Génie civil
15	NGAMFINA Prince Doucel	M	Lycée Victor AUGAGNEUR	Sénégal	Electrotechnique
			BOURSES POUR LE MASTER		
16	MABIALA POATY	M	Université Marien NGOUABI (Brazzaville)	Maroc	Ingénierie en Agro-industrie
17	BATALA BAKIMA Emery	M	Université Marien NGOUABI (Brazzaville)	Maroc	Management, Logistique & Achats
18	DIANZINGA Sonit Isaac	M	Université Marien NGOUABI (Brazzaville)	Maroc	Génie Electrique
					Option : Electronique de Puissance
19	MALONGA NGABIO Colombe	F	Université Marien NGOUABI (Brazzaville)	Maroc	Ingénierie de la Santé

Tout en leur adressant ses vives félicitations, la Fondation invite les boursiers à se rapprocher de ses bureaux pour leurs formalités de voyage prévu au plus tard le 03 novembre 2015.

Organisation Mondiale de la Santé
Afrique

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° AFRO/054/2015 (REPUBICATION)

POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES BATIMENTS ET DES INFRASTRUCTURES DE LA CITE DU DJOUE AU BUREAU REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OMS, BRAZZAVILLE CONGO.

L'OMS dispose pour son Bureau Régional pour l'Afrique, un vaste domaine foncier communément appelé « Cité du Djoué » à Brazzaville, République du Congo. En dehors des bâtiments administratifs, la Cité du Djoué compte en son sein, pour le logement de son staff, 46 villas, 36 studios et 42 appartements répartis dans 7 immeubles R+3.On y trouve également un réseau d'eau avec toutes les infrastructures qui l'accompagnent (forage, cuves d'eau etc..) et des réseaux d'électricité de courant fort et de courant ondulé.
Tous les bâtiments et infrastructures susmentionnés nécessitent une maintenance soutenue afin de leur assurer respectivement un état louable et un fonctionnement normal. C'est dans ce cadre que le Bureau régional pour l'Afrique de l'OMS lance le présent avis d'appel d'offres afin de procéder à la sélection des entreprises chargées de l'exécution des travaux suivants, repartis en plusieurs lots, chaque lot constituant un marché :
•Lot n°1 : Réhabilitation de la peinture extérieure du bureau principal de l'OMS/AFRO ;
•Lot n°2 : Réhabilitation du forage de l'Estate et installation de deux (02) nouveaux forages ;
•Lot n°3 : Réhabilitation de la cuve haute des appartements ;
•Lot n°4 : Réhabilitation des installations sportives du tennis club (terrain et aire des jeux) ;
•Lot n°5 : Réhabilitation des 160 portes des balcons et des appartements en les remplaçant par des portes vitrées avec cadre et châssis en aluminium ;
•Lot n°6 : Construction de deux abris en béton-armé pour les bus de l'OMS/AFRO.

Les cahiers de charges et/ou les termes de références y afférant sont disponibles jusqu'au Jeudi 6 Novembre 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau
N° 21 à « L'Estate, OMS-AFRO».
Les sociétés intéressées sont invitées à proposer leurs offres.
La soumission devra comporter trois (3) volets :
•Le volet administratif qui comprendra les documents à fournir par chaque entreprise soumissionnaire, à savoir :
-une copie de l'Extrait du Registre du commerce ;
-une copie du document d'immatriculation aux impôts (NIU) ;
- une copie de la Patente de l'année en cours ;
-une copie de l'Attestation de non faillite
-une copie de l'Attestation de moralité fiscale.
-une copie de l'identité bancaire.

•Le volet technique sera composé des éléments suivants :
-l'expérience professionnelle
-la liste des travaux similaires déjà réalisés et vérifiables
-les qualifications du personnel clé (avec CVs) ;
-le matériel disponible
-le planning de réalisation des travaux.

•Le volet financier devra comporter les prix hors taxes dans le devis quantitatif et estimatif.
La soumission présentée sous plis fermé en deux exemplaires dont un original une copie devra comprendre l'offre administrative, l'offre technique et enfin l'offre financière. L'enveloppe contenant ces trois offres devra porter la mention «Confidentiel – TRAVAUX DE REHABILITATION DES BATIMENTS ET DES INSFRASTRUCTURES DE L'OMS/AFRO , LOT N°..... », devra être déposée au plus tard Mardi 10 Novembre 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :
Organisation mondiale de la santé
Bureau Régional pour l'Afrique
BP 6
Bureau de GMC N° 128 (1er étage)
Cité du Djoué
Brazzaville – Congo
Une visite collective des lieux sera organisée Lundi 5 Novembre 2015 à 10 Heures avec comme programme :
• 10H00 à 10H30 : séance de briefing dans la salle N° 18 à l'Estate ;
• 10H30 à 11H00 : visite de reconnaissance des lieux ;
•et 11H00 à 11H30 : séance de questions/réponses.
Notes :
•L'indication du N° de lot sur la soumission est obligatoire.
•Chaque lot constituant un marché, chaque soumissionnaire ne peut proposer son offre que pour un seul lot.
•La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée.
•Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
•De nouvelles dates (concernant la visite des lieux et le délai pour la réception des offres) ont été fixées suite à la prise en compte des troubles qui ont eu lieu à Brazzaville la semaine dernière.

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.

Organisation Mondiale de la Santé
Afrique

AVIS D'APPEL D'OFFRES N°AFRO/048B/2015

Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé a le plaisir d'annoncer l'ouverture d'un appel d'offres à travers lequel il désire sélectionner un Bureau d'études qui sera chargé de réaliser le diagnostic du fonctionnement (un état des lieux exhaustif) de tous les réseaux (approvisionnement en eau potable, évacuation des eaux usées et des eaux vannes), du bâtiment principal de la Cité du Djoué, y compris les différents appareillages sanitaires qui s'y trouvent.
Le cahier des charges y afférant (avec les détails techniques) est disponible jusqu'au
Mercredi 4 Novembre 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau
N° 21 à « L'Estate, OMS-AFRO».
Les sociétés intéressées sont invitées à soumissionner.
Chaque offre devra comporter trois (3) volets :
•Le volet administratif qui comprendra les copies des documents à fournir par chaque société soumissionnaire, à savoir :
-une copie de l'extrait du Registre du commerce ;
-une copie la pièce d'immatriculation aux impôts (NIU) ;
- une copie de la patente de l'année en cours ;
-une copie l'attestation de non faillite
-une copie de l'attestation de moralité fiscale.
-Une copie l'identité bancaire.
•Le volet technique sera composé des éléments suivants :
-l'expérience professionnelle ;
-les qualifications du personnel clé (avec CVs) ;
-les références des travaux similaires déjà réalisées ;
-la méthodologie à utiliser
-le Planning de mise en œuvre

•Le volet financier devra comporter les prix hors taxes des prestations. .
La soumission présentée sous plis fermé en deux exemplaires dont un original devra comprendre l'offre administrative, l'offre technique et enfin l'offre financière. L'enveloppe contenant ces trois offres devra porter la mention «Confidentiel - Diagnostic sur le fonctionnement des réseaux d'évacuation des eaux usées», et sera déposée au plus tard Vendredi 6 Novembre 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la santé
Bureau Régional pour l'Afrique
BP 6
Bureau de GMC N° 129 (1er étage)
Cité du Djoué
Brazzaville – Congo
Une visite collective des lieux sera organisée Lundi 2 Novembre 2015 à 10 Heures suivant le programme ci-dessous :

• 10H00 à 10H30 : séance de briefing dans la salle N° 18 à l'Estate ;
• 10H30 à 11H00 : visite de reconnaissance des lieux ;
•et 11H00 à 11H30 : séance de questions/réponses.

Notes :
La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
De nouvelles dates (concernant la visite des lieux et le délai pour la réception des offres) ont été fixées suite à la prise en compte des troubles qui ont eu lieu à Brazzaville la semaine dernière.

Toute demande de renseignements complémentaires doit être adressée à l'adresse électronique suivante : afrgoafrobids@who.int

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.

9E FORUM DE LA JEUNESSE DE L'UNESCO

Le trio musical congolais « Leaders » chante la paix

En phase avec le slogan de l'Unesco : « Construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes », Cardo, Amour et Béranger ont chanté la paix au siège de l'Unesco à Paris en présence de l'ambassadeur Jean-Marie Adoua.

Mardi 27 octobre à la clôture des travaux du forum, quand Cardo, le porte-parole du groupe, a annoncé le titre de l'unique chanson interprétée, « la paix », sa voix résonnait, remplie d'émotion. *« Cela s'explique, a-t-il lancé à l'assistance, par tous les foyers de tension dans toute l'Afrique »*. Dans le texte, la chanson rappelle combien est chère à ces trois jeunes malvoyants leur vision du cœur pour une paix durable dans le monde, en Afrique et « dans notre cher Congo », ont-ils entonné en cœur aux participants à cette édition « Jeunes citoyens du monde pour une planète durable » en marge de la Cop 21 de la fin d'année en France.

« Avec eux, on a envie d'y croire, croire à une paix durable »

Le trio musical Leaders» après leur prestation au Siège de l'Unesco au 9e Forum des Jeunes Crédit photo : Motsé Akanati

« Avec eux, on a envie d'y croire, croire à une paix durable », a confié à la presse Alexander Schischlik, chef de section de la jeunesse et des sports de l'Unesco. Bel éloge à l'égard de nos vedettes venues représenter le Congo au 9e Forum des Jeunes, partie intégrante de la 38e session de la Conférence générale de l'UNESCO à son Siège parisien. Du 26 au 28 octobre, la délégation congolaise, composée entre autres du chef de Bureau de l'Unesco au Congo, Ana Elisa de Santana Afonso, s'est montrée fière d'avoir pu participer à cette rencontre rassemblant des jeunes, femmes et hommes du monde entier, pour discuter des problématiques liées à la jeunesse et trouver ensemble des solutions.

À propos du trio musical congolais, ces trois jeunes, atteints, dans leur plus tendre enfance, par la cécité, ont été baignés très tôt dans la musique et sont désireux, par leur art et la force de leur foi, de conscientiser la jeunesse. Par leur talent artistique, en partenariat avec la ville de Brazzaville, ils ont produit deux albums, entre 2012 et 2014, avec des titres au brassage culturel allant du reggae au folklore, en passant par la rumba.

Marie Alfred Ngoma

Afropolitain ou trois jours de sonorités africaines au cœur de Rome

Depuis ce jeudi jusqu'à samedi, Testaccio vibrera au rythme des africanités, dont les Mbongwana Star débarquant directement de Kinshasa !

C'est dans l'un des quartiers les plus mythiques de la Rome des innovations et des nouveaux courants, Testaccio, que l'Afrique du rythme et des sons va se donner à se voir et à s'entendre cette semaine. Les organisateurs du festival dit de l'Afropolitain ont invité les sons et les expériences musicales les plus incroyables ayant vu le jour aux quatre coins du continent au cours de ces dernières années. Valeurs sûres et expériences nouvelles vont s'exhiber devant des Romains d'ores et déjà en haleine.

L'affiche est tout ce qu'il y a de plus affolant, en effet. Qu'on pense seulement que le Ghana va aligner Pat Thomas, un continent à lui seul avec son Kwashibu Area Band. Pat Thomas, c'est 50 ans de musique et son dernier album qui mélange afrobeat et afro-disco s'inscrit dans une lignée étonnante de vitalité en Afrique de l'Ouest mais pas seulement. Hors de la dynastie Fela Kuti, l'Afrobeat pour vous devient indigeste ? Pas grave : que diriez-vous d'un petit bouquet de lusophonie avec le dj-set de Roberto Lycke ?

Car c'est lui qui va avoir l'honneur de mettre le feu aux poudres du départ. Et c'est un autre dj, Nan Kole, qui clôturera l'éclectique manifestation. Mais pourtant nous sommes bien obligés de convenir que même ces talents ne sont rien à côté du groupe sud-africain au nom improbable, les BLK JKS I Tv OnThe Radio. Si, si : tel quel ! Bon, après tout, le public ne vient pas écouter des noms et des extravagances mais de la musique. Découvrir des sons nouveaux ou renouvelés d'un continent qui a aussi une réputation à sauvegarder en la matière !

C'est pourquoi, et sans parti-pris (ou peut-être un petit peu… beaucoup) nous sommes bien obligés de convenir que la presse internationale est venue et se bouscule déjà au portillon pour un seul ensemble : les Mbongwana Star qui viennent de Kinshasa. Leur réputation les précède, d'autant que le passage à Milan et à Turin des Staff Benda Bilili, cet ensemble congolais de musiciens en fauteuil roulant, a laissé d'indélébiles traces même en Allemagne voisine. Or, soulignent bien à propos les organisateurs italiens de l'Afropolitain, deux des membres de Mbongwana (le changement) proviennent de Staff Benda Bilili et débarquent à Rome avec la volonté de casser le préjugé des hommes-immondices qui caractérisent le monde aujourd'hui.

Vedettes plus que confirmées, Coco «Yakala» et Théo «Zonza» sont précédés par une vague qui fait perdre le sommeil à plus d'un Romain qui compte les jours et maintenant les heures avant l'événement « grand É » ! Ils veulent aller à la découverte de ceux que des journaux aussi prestigieux que le Guardian et l'Independent de Grande-Bretagne qualifiaient il y a peu de « 5 étoiles » et de personnes qui semblent *« débarquer d'une autre planète car c'est vraiment un miracle d'entendre une musique comme la leur qu'on croyait impossible »* après les Rolling Stones !

Si avec de tels arguments, l'Afropolitain de Testaccio fait flop, rendons justice aux artistes africains: ils ne seront en rien responsables. Au fait, savez-vous d'où vient le mot Afropolitain ? Du Ghana ! C'est une femme-écrivain, Taiye Selasi, qui le lança en 2005. Mais c'est bien un fils de la sous-région, le philosophe camerounais Achille Mbembe, qui lui donna ses lettres de noblesse par un essai où il a expliqué que l'Afropolitain est la tendance culturelle qui soutient le multiculturalisme, lui-même défini comme la voie de la citoyenneté globale. Etonnante, merveilleuse Afrique !

Lucien Mpama

Vente aux enchères, en France, d'une trentaine d'Œuvres de l'artiste peintre Gotène

De Saint-Germain-En-Laye Enchères -SGL-, il est annoncé, pour le dimanche 1er novembre, une vente aux enchères de près de 30 gouaches de Marcel Gotène.. L'ensemble de ce lot provient de la première exposition de l'artiste en dehors du Congo en 1954 au Cercle de la France d'outre-mer à Paris, sous la présidence d'Albert Sarraut lui-même.

À n'en point douter, ils constituent un ensemble muséal tout-à-fait remarquable du point de vue de la naissance de la peinture contemporaine au Congo, et plus largement en Afrique Centrale, apprend-on de la part des organisateurs de la mise en vente. De plus, indiquent-ils, ces peintures se trouvent dans un état exceptionnel et n'ont pas été montrées depuis cette fameuse exposition. Elles seront vendues par la maison de vente SGL Enchères au 9 rue des Arcades à Saint-Germain-En-Laye et sont visibles sur leur site internet.

Afin de garantir l'authenticité des tableaux, les photos du carton d'invitation et du catalogue qui accompagnaient cette exposition à l'époque sont disponibles sur demande.

L'artiste-peintre Marcel Gotène, né en 1935 à Yaba, au Congo, est décédé le 20 février 2013 à Rabat, au Maroc. Il demeure à jamais le reflet de la passion évoquée par le tourbillon de couleurs de ses œuvres, l'art vivant de la signature sublime de l'Ecole de peinture de Poto Poto.

Espérons que les adjudications se situeront à des cotes et indices en conformité avec le talent et la renommée de l'artiste

Marie Alfred Ngoma

Organisation Mondiale de la Santé
Afrique

AVIS D'APPEL D'OFFRES AFRO AFRO/053/2015

RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGEE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'INSTALLATION D'UN SYSTEME CENTRAL DE CLIMATISATION A EAU GLACEE AU BUREAU REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OMS, BRAZZAVILLE, REPUBLIQUE DU CONGO.

Le Bureau Régional pour l'Afrique désire recruter une entreprise chargée de l'exécution des travaux d'installation d'un système central de climatisation à eau glacée dans le bâtiment principal et à l'Estate.

Le Bureau principal est un bâtiment de cinq (05) niveaux (R-1, RDC, R+1, R+2, R+3) qui est reparti en six (06) blocs (A, B, C, D, E, F).

L'Estate est un ensemble de bâtiments qui abritent principalement les bureaux des services administratifs et les ateliers.

Pour améliorer les conditions de travail du personnel, surtout en ce qui concerne le confort, quatre-vingt-cinq (85) micro-centrales de climatisation à multi-splits sont installées dans le Bureau principal pour la fourniture de l'air conditionné.

Après plusieurs années d'exploitation, ces unités de climatisation posent des problèmes d'entretien, en raison du coût prohibitif et de la rareté des pièces de rechange sur le marché.

En outre, la consommation en énergie électrique de ces appareils est très importante, et Il leur est reproché leur caractère non écologique du fait qu'ils utilisent comme fluide réfrigérant, le gaz R22 qui est un gaz à effet de serre.

Tenant compte de ces faits, le Bureau Régional pour l'Afrique a initié, le projet d'installation d'un système central de climatisation à eau glacée dans le bâtiment principal et à l'Estate. Ce nouveau système offrira l'avantage d'être plus fiable et respectueux de l'environnement.

Les études techniques concernant ce projet ont été réalisées par un Bureau d'Eudes qui avait été recruté à cet effet. Le présent appel d'offres a pour but de permettre au Bureau régional de sélectionner une entreprise compétente pour un accord contractuel pour :

•l'exécution des travaux d'installation d'un système central de climatisation à eau glacée dans le bâtiment principal et à l'Estate au Bureau régional de l'OMS ; et

•la dépose et l'évacuation de l'actuel système de climatisation.

Le dossier d'appel d'offres y afférant est disponible jusqu'au 18 Novembre 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 21 à « l'Estate, OMS-AFRO», ou sur le site https://www.ungm.org/Public/Notice/38904

Les sociétés intéressées sont invitées à soumissionner.

L'offre devra comporter trois (3) volets :

•Le volet administratif qui comprendra les documents à fournir par chaque société soumissionnaire, à savoir :

-une copie de l'Extrait du Registre du commerce ;
-l'agrément pour les travaux de construction ;
-une copie du document d'immatriculation aux impôts (NIU) ;
- une copie de la Patente de l'année en cours ;
-une copie de l'attestation de non faillite
-une copie de l'attestation de moralité fiscale.
-l'identité bancaire.

•Le volet technique sera composé des éléments suivants :

-la mesure dans laquelle les exigences et les attentes de l'OMS ont été prises en compte de manière satisfaisante ;
-la qualité de la proposition dans son ensemble ;
-la pertinence de l'approche proposée ;
-L'expérience professionnelle et la liste des travaux similaires déjà exécutés ;
-les qualifications et les compétences du personnel clé proposé pour la mission. Les curriculum vitae devront être joints ;
-le planning des travaux détaillé des travaux faisant ressortir les différentes étapes ainsi que le nombre d'ouvriers à déployer.

•Le volet financier sera composé des éléments suivants :

-l'offre financière hors taxes des prestations qui tient compte du devis quantitatif des travaux à réaliser ;
-une attestation de caution bancaire correspondant au montant de l'avance de démarrage souhaitée.

La soumission présentée sous plis fermé devra porter la mention «Confidentiel – RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGEE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'INSTALLATION D'UN SYSTEME CENTRAL DE CLIMATISATION A EAU GLACEE : (AFRO/053/2015)», et devra être déposée au plus tard Vendredi 20 Novembre 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la santé
Bureau Régional pour l'Afrique
BP 6
Bureau de GMC N° 128 (1er étage)
Cité du Djoué
Brazzaville – Congo

Une visite collective des lieux sera organisée Mercredi 4 Novembre 2015 à 9 heures avec comme programme :

•9H00 à 10H00 : séance de briefing dans le Salle de conférence N°1;
• 10H00 à 10H30 : visite de reconnaissance des lieux et ;
• 10H30 à 11H00 : séance de questions/réponses.

Notes :

•Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
•De nouvelles dates (concernant la visite des lieux et le délai pour la réception des offres) ont été fixées suite à la prise en compte des troubles qui ont eu lieu à Brazzaville la semaine dernière.

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.

Organisation Mondiale de la Santé
Afrique

AVIS D'APPEL D'OFFRES AFRO 050/2015 (NOUVELLE PUBLICATION)

RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES CHARGE DE LA MAITRISE D'ŒUVRE DU PROJET DE REHABILITATION DE LA SALLE CONFERENCE N°1 DE L'OMS, BUREAU REGIONAL POUR L'AFRIQUE A BRAZZAVILLE, REPUBLIQUE DU CONGO

Le Bureau Régional pour l'Afrique désire recruter un Bureau d'études qui sera chargé de la maitrise d'œuvre du projet de réhabilitation de la Salle Conférence n° 1 de l'OMS, Bureau régional pour l'Afrique à Brazzaville, République du Congo.

En effet, le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique (OMS/AFRO) qui est basé à Brazzaville, dispose d'une (1) salle de conférence pouvant accueillir jusqu'à trois cent cinquante (350) personnes. Cette salle de conférence, qui a été construite il y a plus de 30 ans, est dans un état de détérioration progressive. En outre, suite à la croissance exponentielle de la technologie et des normes internationales, cette salle n'est plus adaptée pour les conférences internationales.

En conséquence, l'OMS/AFRO a lancé un projet de rénovation de la « Salle Conférence 1 » qui vise à remédier aux lacunes observées dans les domaines suivants: air conditionné, sonorisation, éclairage, meubles, revêtement, équipement audio-visuel; installations sanitaires; installation de stockage de l'équipement; conception interne; informatique et de la communication.

La réhabilitation envisagée permettra à la Salle « Conférence 1 » de répondre aux normes internationales.

Le présent appel à propositions a pour but de permettre la sélection d'un Cabinet d'Etudes compétent en vue de la signature d'un accord contractuel pour la réalisation des prestations suivantes :

Apporter un appui dans la gestion globale de la mise en œuvre du projet de rénovation de « la Salle Conférence 1 » en apportant, dans un premier temps un appui technique dans l'évaluation des offres internationales reçues dans le cadre de l'appel d'offres concernant l'exécution des travaux de rénovation de la salle de conférence, et par la suite, assurer le suivi des travaux de réalisation du projet.

Le dossier d'appel à proposition y afférant est disponible jusqu'au 10 Novembre 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 21 à « l'Estate, OMS-AFRO», ou ou sur le site https://www.ungm.org/Public/Notice/Index/39071

Le dossier sur l'exécution des travaux de rénovation de la salle de conférence 1 se trouve sur le site :
https://www.ungm.org/Public/Notice/38721

Les sociétés intéressées sont invitées à soumissionner.

Chaque offre devra comporter trois (3) volets :

•Le volet administratif qui comprendra les copies des documents à fournir par chaque société soumissionnaire, à savoir :

-une copie de l'extrait du Registre du commerce ;
-une copie la pièce d'immatriculation aux impôts (NIU) ;
- une copie de la patente de l'année en cours ;
-une copie l'attestation de non faillite
-une copie de l'attestation de moralité fiscale.
-Une copie l'identité bancaire.

•Le volet technique sera composé des éléments suivants :

-l'expérience professionnelle ;
-les qualifications du personnel clé (avec CVs) ;
-les références des travaux similaires déjà réalisées ;
-la méthodologie à utiliser

•Le volet financier devra comporter les prix hors taxes des prestations.

La soumission présentée sous plis fermé devra porter la mention «Confidentiel – RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES CHARGE DE LA MAITRISE D'ŒUVRE DU PROJET DE RENOVATION DE LA SALLE CONFERENCE N°1 DE L'OMS/AFRO », et être déposée au plus tard Jeudi 13 Novembre 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la santé
Bureau Régional pour l'Afrique
BP 6
Bureau du GMC N° 129 (1er étage)
Cité du Djoué
Brazzaville – Congo

Une visite collective des lieux sera organisée Mardi 3 Novembre 2015 à 10 heures avec comme programme :

• 10H00 à 10H30 : séance de briefing dans « la salle de conférence 1";
• 10H30 à 11H00 : visite de reconnaissance des lieux et ;
• 11H00 à 11H30 : séance de questions/réponses.

Notes :

•Les soumissionnaires résidants à de l'extérieur du Congo et qui désirent participer au présent appel d'offres, ont besoin d'être affiliés à un Cabinet ou Bureau d'Etudes local pour des besoins de conformité avec les lois locales. Une liste, non exhaustive des Cabinets ou Bureaux d'Etudes du Congo, a été annexée au dossier de l'appel d'offres. Les soumissionnaires ne doivent en aucun cas considérer cette liste comme une recommandation de l'OMS et devraient entreprendre toute affiliation potentielle sur leur propre initiative.
•De nouvelles dates (concernant la visite des lieux et le délai pour la réception des offres) ont été fixées suite à la prise en compte des troubles qui ont eu lieu à Brazzaville la semaine dernière.

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.

Organisation Mondiale de la Santé
Afrique

AVIS D'APPEL D'OFFRES AFRO/051/2015 (REPUBLICATION)

RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGEE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA « SALLE CONFERENCE N°1 » DU BUREAU REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE, A BRAZZAVILLE, REPUBLIQUE DU CONGO

Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui est basé à Brazzaville, République du Congo, dispose d'une (1) salle de conférence pouvant accueillir jusqu'à trois cent cinquante (350) personnes. Cette salle de conférence, qui a été construite il y a plus de 30 ans, est actuellement dans un état de détérioration progressive. Suite à la croissance exponentielle de la technologie et des normes internationales, cette salle n'est plus adaptée pour les conférences internationales.
En conséquence, l'OMS/AFRO a lancé un projet de « Rénovation de la Salle Conférence N°1 ». Ce projet vise à remédier aux lacunes observées dans les domaines suivants:
- conception interne ;
- air conditionné;
-system de sonorisation;
-éclairage;
- audio-visuel ;
-Meubles et revêtement;
-installations sanitaires;
-espace de stockage des équipements; et
-system informatique et communication.
La rénovation envisagée permettra à la Salle « Conférence N°1 » de répondre aux normes internationales.
Le Bureau Régional pour l'Afrique de l'OMS désire recruter une entreprise qui sera chargée de l'exécution des travaux de rénovation de cette salle. Le présent appel d'offres a pour but de permettre au Bureau régional de sélectionner une entreprise compétente pour un accord contractuel pour :
-l'exécution des travaux de rénovation de la salle de conférence no.1 du Bureau régional pour l'Afrique à Brazzaville, y compris les espaces connexes (Toilettes, magasin, hall et réception, auvent, portes du couloir, Logo OMS) ;
-la dépose et l'entreposage du matériel à réutiliser ; et
-la dépose et l'évacuation des déchets dans une décharge publique autorisée.

Tous les détails relatifs à l'exécution des travaux sont consignés dans le dossier d'Appel d'Offres (DAO) notamment dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) élaboré à cet effet. Les travaux seront exécutés au Bureau régional à Brazzaville, au Congo et supervisés par l'Unité des Services administratifs régionaux.
Le dossier d'appel à proposition y afférant est disponible jusqu'au 6 novembre 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 21 à « l'Estate, OMS-AFRO» , ou sur le site https://www.ungm.org/Public/Notice

Les sociétés intéressées sont invitées à soumissionner.
L'offre devra comporter trois (3) volets :
•Le volet administratif qui comprendra les documents à fournir par chaque société soumissionnaire, à savoir :
-une copie de l'Extrait du Registre du commerce ;
-l'agrément pour les travaux de construction ;
-une copie du document d'immatriculation aux impôts (NIU) ;
- une copie de la Patente de l'année en cours ;
-une copie de l'attestation de non faillite
-une copie de l'attestation de moralité fiscale.
-l'identité bancaire.

•Le volet technique sera composé des éléments suivants :
-la mesure dans laquelle les exigences et les attentes de l'OMS ont été prises en compte de manière satisfaisante ;
-la qualité de la proposition dans son ensemble ;
-la pertinence de l'approche proposée ;
-L'expérience professionnelle et la liste des travaux similaires déjà exécutés ;
-les qualifications et les compétences du personnel clé proposé pour la mission. Les curriculum vitae devront être joints ;
-le planning des travaux détaillé des travaux faisant ressortir les différentes étapes ainsi que le nombre d'ouvriers à déployer.

•Le volet financier sera composé des éléments suivants :
-l'offre financière hors taxes des prestations qui tient compte du devis quantitatif des travaux à réaliser ;
-une attestation de caution bancaire correspondant au montant de l'avance de démarrage souhaitée.

La soumission présentée sous plis fermé devra porter la mention «Confidentiel – RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SALLE CONFERENCE N°1 (AFRO/051/2015)», et devra être déposée au plus tard Mardi 10 Novembre 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :
Organisation mondiale de la santé
Bureau Régional pour l'Afrique
BP 6
Bureau de GMC N° 128 (1er étage)
Cité du Djoué
Brazzaville – Congo

Notes :
•La visite collective des lieux avait été organisée le 16 Octobre 2015 à 9 heures.
•Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
•La nouvelle date limite de réception des offres a été fixée suite à la prise en compte des troubles qui ont eu lieu à Brazzaville la semaine dernière.

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.

ENJEU DE L'HEURE

Engagement citoyen en faveur du dialogue

Les organisations de la société civile signataire du Manifeste du 27 octobre appellent les acteurs politiques au dialogue pour aplanir leurs divergences et planifier un processus électoral apaisé.

A la suite de quelques partis politiques tant de la Majorité que de l'opposition qui se sont déjà prononcés ouvertement pour le dialogue national, les délégués des différentes structures de la société civile ont signé le 27 octobre dernier, un document dans lequel ils expriment leur engagement collectif pour la tenue de ce forum national. « *Manifeste de la Société civile pour le salut de la Nation par le dialogue citoyen* », telle est l'intitulé de ce rapport qui prône le dialogue comme la voie idoine censée permettre aux différents protagonistes d'analyser les questions fondamentales de la nation et de consolider la paix acquise au prix du sang. Les signataires dudit Manifeste considèrent ce dialogue comme « *une démarche structurante de la responsabilité sociétale* » à travers laquelle le pays pourra résoudre ses problèmes de l'heure. Car, à tout bien considérer, estiment-ils, le dialogue citoyen reste l'unique planche de salut eu égard à l'impasse dans laquelle ploie aujourd'hui le processus démocratique en RDC. « Ce dialogue est citoyen parce qu'il a vocation à donner à la société congolaise un Pacte Républicain qui imposera un cadre éthique et un modèle de société à bâtir auxquels aucun responsable politique ou économique ne pourrait et ne saurait déroger », peut-on lire dans le document.

Par le biais de ce dialogue, les signataires plaident en faveur « *d'un consensus national courageux autour des grandes questions, des valeurs essentielles et des principes-éthiques susceptibles de féconder l'exercice du pouvoir politique* ». D'où leur interpellation au Chef de l'Etat prié de « prendre rapidement les décisions politiques qui s'imposent, en vue de rétablir la confiance et de recréer un climat de paix dans la société, pour enfin rediriger le pays sur la voie de la cohésion nationale et de la construction du mieux-être général ».

Aux congolais de tous bords, hommes et femmes, ils les exhortent à prendre conscience que l'impératif d'un agenda électoral apaisé leur commande de s'unir « *en vue de poser, dans le dialogue et la sérénité, les vrais problèmes du pays et de dégager un consensus sur les choix socio-économiques et politiques à faire pour sauver le pays en danger d'une instabilité aux préjudices incalculables* ». Aux acteurs et organisations politiques, aux gouvernants, aux animateurs de la société civile et autres, exhortation leur est faite de se surpasser en vue de sauver la nation en péril.

Alain Diasso

TRAFIC ILLÉGAL DE BOIS À L'EST

Un rapport d'experts de l'ONU incrimine les Fardc

Dans leur dernier rapport sur la RDC; en particulier sur l'offensive lancée contre les rebelles ougandais de l'ADF, les experts de l'Onu ont déclaré avoir constaté l'implication d'officiers de l'armée congolaise dans l'exploitation et la vente illégale de bois dans la zone de Beni dans la province du nord-Kivu.

En cours depuis près de deux ans déjà, l'offensive militaire lancée par les Fardc contre les rebelles de l'ADF/Nalu dans l'est de la RDC bat de l'aile. Jusqu'à ce jour, cette campagne militaire a du mal à produire des résultats escomptés faute d'efficacité. Aucune avancée notable sur le terrain n'a été enregistrée ces trois derniers mois nonobstant l'arrestation du chef de cette rébellion, Jamil Mukulu. C'est le constat que viennent de faire le groupe d'experts de l'ONU sur la RDC. Dans leur rapport publié tout récemment, ces experts onusiens font observer que la chaîne de commandement de ce groupe armé est restée en grande partie intacte. Les rebelles ADF continuent, comme si de rien n'était, à multiplier les attaques contre la population civile faisant près de 500 morts entre octobre 2013 et juin 2014.

Qu'est-ce qui peut justifier une telle contre-performance ? D'après les experts de l'ONU, le trafic illégal du bois vers l'Ouganda dans lequel seraient trempés des éléments des Fardc expliquerait, en partie, le manque d'efficacité de cette offensive armée. Les militaires au front, à en croire le rapport, seraient empêtrés dans ce business au point d'oublier leur raison d'être dans la zone de Beni. Des officiers supérieurs utiliseraient leurs unités dans l'exploitation et la vente illégale de bois notamment au marché de Kasindi, lieu de négoce considéré comme la plaque tournante du commerce de bois dans la région. C'est là où, d'après la source, sont livrés aux acquéreurs d'importantes cargaisons de planches appartenant à des officiers des Fardc. Citant deux soldats Fardc interrogés à cet effet, le rapport fait état de leur embarras à choisir entre se battre contre les ADF ou exploiter du bois dans la zone de Kamango pour leurs officiers.

Toutefois, il ressort des investigations d'experts de l'ONU que des planches souvent convoyées vers l'Ouganda le sont au profit de six officiers Fardc, sans plus de détails. Cette réalité est un secret de polichinelle, puisque connue au niveau de la haute hiérarchie de l'armée nationale comme en témoigne la dénonciation et la condamnation du trafic faites en mai dernier par le commandant de l'offensive contre les ADF. La justice militaire, qui s'est saisie du dossier et a annoncé l'ouverture d'une enquête à ce sujet, a conclu en janvier dernier à un non-lieu au grand désarroi de tous ceux qui militaient en faveur des sanctions judiciaires à l'encontre des présumés coupables.

A.D.

MÉDIAS EN LIGNE

L'application mobile des Dépêches de Brazzaville désormais disponible

L'application est déjà en téléchargement sur l'Apple store, en attendant la finalisation de la version adaptée aux terminaux Androïd.

Capture d'écran de l'application mobile

La création de cette application mobile illustre la volonté de l'Agence d'information d'Afrique centrale (Adiac) de s'adapter aux nouvelles modalités de connexion de ses nombreux lecteurs, en privilégiant une lecture optimale de son contenu éditorial sur smartphone. L'application, déjà disponible sur l'Apple store, a de grandes fonctionnalités, fait savoir un des directeurs de l'entreprise ADSP, qui est à la base de son développement. « *Sur la page d'accueil, l'utilisateur a accès à l'ensemble de l'actualité du Congo-Brazzaville et du Congo-Kinshasa et, potentiellement, d'autres pays par la suite. Nous avons mis en place un système qui permet de mettre en favori l'actualité d'un pays dans l'optique d'avoir des contenus sur d'autres pays plus tard. C'est une application avec un menu très facile à utiliser. Le menu s'ouvre sur le côté gauche et vous avez accès à tous les onglets économie, art, culture, sport, etc. En cliquant dessus vous avez directement accès à l'information. L'utilisateur peut agrandir le texte d'un article afin de pouvoir le lire plus facilement. Il a également la possibilité de le partager par mail à ses contacts* », explique-t-il.

Fidéliser les utilisateurs

Ce responsable d'ADSP, indique qu'il était important pour un site d'information comme Adiac, d'être doté d'une page d'accueil avec l'ensemble des informations qui sont proposées et adaptées à une lecture sur les téléphones. Néanmoins, note-t-il, en règle générale, développer une application s'inscrit dans un projet global. C'est un long processus qui consiste à concevoir un cahier des charges, à mentionner les spécificités de l'application, à savoir comment mettre en avant les contenus ou encore comment réduire le nombre de clics. Ce dernier élément est très important car il s'agit d'accéder très rapidement à l'information. « *Il faut fidéliser l'utilisateur afin qu'il revienne souvent sur l'application. Il faut donc créer de la récurrence. Cette dernière se fait naturellement si l'application est qualitative, si les contenus proposés intéressent les lecteurs, mais elle se fait aussi par d'autres procédés comme l'envoi des notifications dès qu'une information importante est publiée* », fait-il savoir.

Une application adaptée à la vitesse de connexion

Le lectorat des Dépêches de Brazzaville se localise principalement dans le Bassin du Congo où la vitesse de connexion à Internet n'est pas encore aussi rapide que dans d'autres parties du monde. C'est pourquoi le développement de l'application a pris en compte cette spécificité afin d'optimiser la lecture des articles. « *C'est essentiel de prendre en compte l'usage qui va en être fait dans des conditions d'utilisation. Techniquement, on gère des poids d'image ou encore la possibilité de télécharger des textes avant de télécharger des images. Ce sont des procédés de développement qui permettent d'utiliser une application* « in situ », *selon les niveaux de connexion que l'on soit en réseau wifi, en 3G ou en 4G. Les applications de médias en général sont assez légères à télécharger et en termes d'utilisation, leurs flux de contenu se téléchargent assez rapidement pour justement répondre à ces problématiques* », note ce haut cadre d'ADSP.

ADSP est une entreprise qui accompagne ses clients, annonceurs, médias dans tous leurs dispositifs digitaux d'acquisition et de fidélisation, sur de la publicité, sur du web, sur du mobile et sur du papier.

Patrick Ndungidi

SUSPENSION DU MAIRE DE LIKASI

Justicia ASBL dénonce une politisation à outrance de l'administration

L'association regrette que cette autorité de la ville de Likasi « paie les frais pour une action qui ne constitue pas une faute, encore moins une infraction, sauf si l'on devrait convenir que faire respecter la Constitution était érigé en infraction dans le pays ».

Dans un communiqué signé le 28 octobre, l'ONG Justicia ASBL basée à Lubumbashi a exprimé sa désapprobation au sujet des « menaces et intimidations » dont font l'objet des autorités politico-administratives qui se décident de faire respecter la Constitution du pays ainsi que la forte politisation de l'administration publique en RDC. Cette association a notamment épinglé le dernier cas en date, de la suspension, le 28 octobre, du maire de la ville de Likasi, Charles Mwanangwa Ntalaja, qui est membre du parti politique Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (Scode) de Jean-Claude Muyambo, suspendu pour avoir autorisé une manifestation politique dans cette ville du Katanga.

Justicia ASBL rappelle, dans son commujiqué, que la Constitution de la RDC prescrit en ses articles 25 et 26 que *« la liberté des réunions pacifiques et sans armes est garantie sous réserve du respect de la loi, de l'ordre public et des bonnes mœurs. La liberté de manifestation est garantie. Toute manifestation sur les voies publiques ou en plein air impose aux organisateurs d'informer par écrit l'autorité administrative compétente »*. Pour cette ONG, en effet, le fait que le maire de la ville de Likasi a autorisé le meeting politique du parti politique Avenir du Congo, qui l'y aurait préalablement informé comme l'exigerait la Constitution, n'a pas enfreint la loi, surtout que dans la même ville et le même jour devrait se tenir une autre manifestation du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD), manifestation qui du reste n'a jamais fait l'objet d'information à l'autorité politico-administrative.

Cette ONG a également dénoncé que pendant ce même temps, dans la ville de Kindu, les militants du parti politique ARC du G7 ont été dispersés, certains arrêtés et torturés et interdits même d'accéder à leur siège alors qu'ils s'apprêtaient d'accueillir leur président provincial de retour de Kinshasa, le député Akimuse Kiditcho, alors que le dissident de cette formation politique, vice-gouverneur de province de son état, Jérôme Bikembe, a, quant à lui, bénéficié de la protection de la police et ses sympathisants ont eu droit à l'accueillir. *« Cette disparité dans la jouissance des droits fondamentaux est à la base de la montée de la tension sociale en cette période électorale et ne contribue pas à l'organisation des élections dans un climat de paix et sérénité, dont seules les autorités politico-administratives sont responsables »*, a soutenu Justicia ASBL.

Cette ONG, qui exige que la réhabilitation de toute urgence du maire de Likasi et la saisine des instances judiciaires au cas où cette suspension fantaisiste n'était pas levée, réitère ses nombreux appels d'éveil patriotique et d'appropriation de la Constitution de la République adoptée depuis le référendum constitutionnel de 2006 garantissant indistinctement des droits et obligations des citoyens.

Il est rappelé que Charles Mwanangwa Ntalasha a été suspendu de ses fonctions de maire de la ville de Likasi, le 28 octobre. L'intéressé, qui a dénoncé une « sanction politique », a affirmé à l'AFP avoir été notifié de cette décision par une lettre signée du vice-gouverneur de l'ex-province du Katanga, Yav Tshibal, indiquant que la mesure avait été prise par le ministre chargé de l'Intérieur, Évariste Boshab.

Lucien Dianzenza

LES TENDANCES QUI FAÇONNENT L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EN AFRIQUE

• « Imagine the future » : La conférence annuelle régionale de DHL « Life Sciences & Healthcare » a pour thème la chaîne logistique des sciences de la vie et la santé et l'amélioration du secteur des sciences de la vie et de la santé.

• L'Afrique vue comme un marché à un haut potentiel pour les sociétés des sciences de la vie et de la santé

22 octobre 2015 : La croissance des marchés développés stagnant, les sociétés du marché des sciences de la vie et de la santé cherchent de plus en plus à se développer en Afrique. Ce sont les propos de Andrew Mitchell, Président de DHL EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) Sciences de la vie et Santé à « DHL Customer Solutions & Innovation », qui est intervenu à la 5e conférence annuelle de DHL « Life Sciences & Healthcare » qui s'est tenue aujourd'hui à Johannesbourg en Afrique du Sud. Il a déclaré que cette tendance requiert que les acteurs de l'industrie mondiale adoptent des stratégies plus judicieuses afin de mener à bien leurs opérations sur le continent.

Concernant l'Afrique :« Un continent d'opportunités pour les patients de l'industrie pharmaceutique 1 », article de McKinsey & Company, la valeur de l'industrie pharmaceutique en Afrique a connu une hausse spectaculaire en 2013 en atteignant 20,8 Md $ contre à peine 4,7 Md il y a 10 ans, et passera de 40 à 65 Md $ d'ici à 2020. Il déclare également qu'entre 2013 et 2020 les prescriptions de médicaments devraient atteindre un taux de croissance annuel moyen de 6 % en Afrique, avec 9 % pour les médicaments génériques, 6 % pour les médicaments sans ordonnance et 11 % pour le matériel médical.

Mitchell déclare que lorsqu'il a débuté dans le transport des médicaments en Afrique, l'industrie avait dû relever de nombreux défis fondamentaux tels que, garantir le contrôle de la température dans différents environnements conformément aux règlements sur les Bonnes pratiques de distribution des dispositifs médicaux, la rentabilité, la conformité à la règlementation du commerce et l'innovation pour une amélioration continue, toutes des conditions clés pour réussir. « Lors de cette conférence, nous avons souhaité parler des changements affectant notre industrie et discuter des meilleures stratégies pouvant être adoptées en matière de gestion de la chaîne logistique pour capitaliser sur le potentiel de croissance de l'Afrique et parvenir à se conformer aux règlementations, » dit Mitchell.

Des représentants de sociétés pharmaceutiques et de santé leaders étaient présents à la conférence pour parler des dernières tendances, innovations et solutions ayant un impact sur la chaîne logistique des sciences de la vie, avec une orientation spécifique sur l'Afrique en tant que région à haut potentiel de croissance. Hennie Heymans, Directeur général de DHL Express Afrique subsaharienne, a déclaré que la logistique est considérée depuis longtemps comme un facteur de soutien clé dans le secteur des sciences de la vie, mais que son importance prend rapidement de l'ampleur en raison de l'intérêt majeur des sociétés de produits pharmaceutiques pour les marchés émergents.

Il déclare que de nombreuses tendances façonnent ce secteur, l'une d'entre elles étant l'urbanisation. « DHL s'attend à ce que les fabricants de produits pharmaceutiques et de matériel médical développent leurs capacités dans les grandes villes d'Afrique, et un jour dans les villes émergentes et mêmes dans les zones rurales, et qu'en conséquence plusieurs approches se profilent pour la distribution et la logistique ». Heymans a ajouté que le commerce électronique transforme également fondamentalement la chaîne logistique pour le commerce des entreprises aux particuliers (B2C)/marchés des médicaments sans ordonnance des sciences de la vie, tels que les cosmétiques, les vitamines, les lentilles de contact et la nutrition ainsi que les marchés mettant en relation les clients/fournisseurs (B2B), tels que les fournitures pour diagnostics et laboratoires.

« Nous pensons que les fabricants de produits pharmaceutiques construiront des réseaux de distribution plus directs jusqu'à l'utilisateur final, et développeront aussi leurs propres opérations de commerce en ligne ou distribueront leurs produits par l'intermédiaire de plateformes externes ». Heymans déclare que les changements sur le marché et la décentralisation de la chaîne logistique conduiront à la construction de nouvelles routes de transport. « Dans certaines parties de l'Afrique, les mécanismes de la chaîne d'approvisionnement et de distribution représentent toujours des défis, qui vont des infrastructures inadéquates et non développées aux règlementations spécifiques de certains pays. En raison de chaînes logistiques plus complexes, les acteurs politiques internationaux imposent des règlementations plus strictes aux fabricants et aux logisticiens, et les délais de dédouanement et de retards réglementaires potentiels peuvent influencer les chances d'un produit de parvenir au laboratoire ou chez le client.

Pour que les fabricants de matériel médical et de produits pharmaceutiques soient plus compétitifs en Afrique, ils doivent faire preuve d'innovation, et s'adapter aux nouvelles normes réglementaires et aux exigences de la distribution des produits, déclare Heymans. « Les fournisseurs souhaitant capitaliser sur la croissance du continent dans ce marché doivent chercher à former un partenariat avec des fournisseurs locaux, en mesure de mettre en œuvre et de gérer des chaînes logistiques complexes tout en traitant les marchés et les défis complexes des marchés sur le continent. »

- FIN -

Concernant la conférence régionale de DHL « Life Sciences & Healthcare » :

La conférence régionale de DHL « Life Sciences & Healthcare » organise des ateliers interactifs sur les thèmes de, la logistique et les hôpitaux, la croissance au-delà des frontières, règlements douaniers et simplifications des procédures. Par ailleurs, le Conseil de l'ordre Médical (Département de la santé publique), en la personne de Mme Karen Ford nous a fait partagé les développements envisagés dans le secteur de la conformité règlementaire. Patrick Figgis (Royaume-Uni) de Price Waterhouse & Coopers, responsable mondial pour le secteur de la santé, a présenté les développements envisagés dans le secteur de la santé en Afrique et mondialement.

L'utilisation des réseaux informatiques pour cet événement a permis aux experts de l'industrie d'avoir un échange de vues plus profond sur les futurs développements des secteurs des sciences de la vie et de la santé en Afrique, et a encouragé l'échange d'idées et de nouvelles solutions logistiques.

Andrew Mitchell

Contact presse :
Megan Collinicos
Responsable : Relations publiques et publicité, Afrique subsaharienne
DHL Express
Tel +27 21 409 3613 Mobile +27 76 411 8570
megan.collinicos@dhl.com
Sur Internet : www.dpdhl.de/presse
Nous suivre sur : www.twitter.com/DeutschePostDHL
DHL – La société logistique du monde entier

DHL est le leader mondial dans l'industrie de la logistique. Les divisions de la société DHL offrent un portefeuille de services logistiques inégalables, de la livraison de colis sur le territoire national et international, des envois express dans le monde entier par route, par air et par mer, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement industrielle. Avec plus de 325 000 employés dans plus de 220 pays et territoires dans le monde, DHL rapproche les gens et les entreprises en fournissant des services sûrs et fiables permettant des flux de commerce mondiaux. Avec des solutions spécialisées pour les marchés et les industries en expansion, tels que le commerce en ligne, la technologie, les sciences de la vie et la santé, l'énergie, l'automobile et ses points de vente, un engagement éprouvé et une présence sans égal sur les marchés en développement, DHL est sans aucun doute « La société logistique du monde entier ».

DHL fait partie du Deutsche Post DHL Group. Le Groupe a généré des revenus de plus de 56 milliards d'euros en 2014.

SITUATION DES ALBINOS

Mwimba Texas sensibilise en Belgique

Le président de la Fondation Mwimba-Texas (FMT) a été invité pour participer à une conférence qui traite notamment de l'albinisme.

Mwimba Texas en Belgique

Mwimba Texas est l'invité du député de la province d'Hainaut (la Louvière) et président du Conseil provincial, Serge Heustache, en vue de participer à une conférence sur l'albinisme prévue du 29 octobre au 12 novembre.

Les organisateurs de ces travaux attendent du président de la FMT de partager son expérience sur la situation et l'encadrement des albinos en RDC et dans certains autres pays du continent africain.

Il est également prévu, pendant cette conférence, le vernissage et l'exposition des photos de la photographe belge Patricia Willocq, initiatrice du projet Blanc-Ebène.

Parmi les intervenants, la présidente d'Écran total, Annie Mokto, qui avait dernièrement invité Mwimba Texas en Belgique, va exposer sur le projet Blanc-Ebène dont l'historique va être donnée par Patricia Willocq, elle-même.

Des rencontres avec des partenaires

Le séjour belge du président de la FMT lui permet aussi de rencontrer certains des partenaires de cette ONG dont les responsables de KPM cargo, Stéphane et Anouchka, qui sont venus le visiter en vue de parler des rapports entre la FMT et cette société.

Mwimba Texas a également été reçu par la communauté congolaise de la Louvière, la présidente d'Écran total et d'autres albinos habitant cette province ainsi que par le catcheur congolais Shaolin qui tient un club en Belgique, Byws ASBL. Dans le cadre des activités de ce club qui organise plusieurs disciplines dont le karaté, le judo, le jujitsu, etc., Mwimba Texas va participer, le 7 novembre, à un combat de catch qui l'opposera à son ami Shaolin. Pour beaucoup, en effet, ce sera leur première occasion de voir un catcheur albinos. Et ce combat constitue, pour Mwimba Texas, la poursuite de la sensibilisation sur l'intégration des albinos ainsi que contre la discrimination dont ils sont victimes dans la société.

Dans son programme, le catcheur albinos et président de la FMT participera, le 8 novembre, à Paris en France, à la projection du film réalisé sur lui et la fondation qui porte son nom, par le réalisateur Swazik Samson, qui a fait le déplacement de Kinshasa dans le cadre de ce projet.

Lucien Dianzenza

LUTTE CONTRE BOKO HARAM

Des centaines d'otages libérés par l'armée nigériane

Au total, 338 personnes retenues en captivité par les terroristes, dont 192 enfants et 138 femmes ont été libérées le 28 octobre au cours d'une opération militaire menée au nord-est du pays.

Dans un communiqué, l'armée a également affirmé avoir pris en embuscade et tué une trentaine d'insurgés qui se dirigeaient vers la ville de Gubula dans l'Etat d'Adamawa pour perpétrer des attentats-suicides. Des armes, des munitions, des obus de mortier et de l'argent ont été saisis.

Au cours de la même opération, l'armée de l'air nigériane a lancé des frappes sur les entrepôts de véhicules et de carburant du groupe islamiste. Selon le chef de l'armée de l'air Sadique Abubakar, ces frappes « ouvrent la voie à l'assaut final » par les troupes au sol.

Selon Amesty International, environ 2000 femmes ont été kidnappées depuis le début de 2014 par le mouvement islamiste. Les filles et les femmes enlevées ont expliqué à cette organisation de défense des droits de l'Homme avoir été soumises au travail forcé, à l'esclavage sexuel et avoir dû combattre sur la ligne de front aux côtés des rebelles.

On ne sait toujours pas si parmi ces ex-otages se trouvent certaines des 219 lycéennes, dont le rapt à Chibok (nord-est) en 2014 avait suscité une mobilisation internationale.

Le président nigérian, Muhammadu Buhari qui a pris ses fonctions en mai dernier a juré d'en finir avec les insurgés de Boko Haram. Il s'est même fixé la date de fin décembre pour y parvenir. Il a obtenu des succès militaires, avec l'aide de l'armée tchadienne.

En effet, le Nigeria et ses voisins, (Cameroun, Tchad, Niger et Bénin), également ciblés par Boko Haram ont mis sur pied une force d'intervention conjointe multinationale pour combattre le groupe islamiste.

Cette mobilisation a reçu un appui de la part des Etats-Unis. Il y a une dizaine de jours, le président Barack Obama a annoncé le déploiement d'un détachement de 300 soldats américains au Cameroun pour participer à la guerre contre les islamistes dans le domaine du renseignement. Au Cameroun, 1 500 enfants ont été kidnappés dans les six premiers mois de l'année par Boko Haram, qui les emploie à des travaux ou comme combattants, dénonce la coordinatrice humanitaire de l'ONU dans ce pays, Najat Rochdi.

Yvette Reine Nzaba

ENVIRONNEMENT

Le Cameroun abritera un séminaire international sur l'évaluation en Afrique centrale

Plusieurs experts et acteurs de la sous-région vont se réunir du 11 au 12 novembre prochain, à Ebolowa, au cœur de la forêt camerounaise, pour tenter d'évaluer la gouvernance environnementale de cette partie de l'Afrique.

La vaste région du bassin du Congo est la plus grande réserve forestière en Afrique, et considérée comme l'une des plus grandes dans le monde après la forêt amazonienne. L'objectif de la rencontre, d'après les initiateurs, est d'échanger sur la capacité de l'évaluation environnementale à contribuer à l'intégration de la bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles en Afrique centrale, cela en appui aux stratégies d'émergence des pays concernés et de la sous-région, en vue de proposer des solutions d'amélioration.

« Au cours de ces travaux, nous verrons l'environnement biophysique et socio-économique à toutes les échelles décisionnelles, depuis les stratégies nationales et les politiques, plans et programmes, jusqu'aux projets. D'ailleurs sera mise à l'œuvre, l'Étude d'impacts environnemental et social (ÉIES), la forme d'évaluation environnementale la plus connue est en Afrique centrale. », selon les initiateurs du projet. Quant à la question de savoir pourquoi l'Afrique centrale, réputée riche en ressources naturelles mais reste une région pauvre, poursuivent-ils, est un sujet de préoccupation majeure.

Ces préoccupations seront, sans doute, soulevées lors des assises. *« Il ressort de la littérature sur la question que la réponse n'est pas simple, étant donné que c'est la résultante de plusieurs facteurs plus ou moins complexes. Toujours est-il que les aspects relatifs aux déficits de gouvernance de ces ressources, entendues comme la manière par laquelle le pouvoir est exercé dans leur gestion au service du développement durable, reviennent presque systématiquement comme étant à la base d'une telle situation. Ce qui se traduirait par la mise en place de pratiques de gestion peu efficaces, peu transparentes, peu participatives et peu responsables. »*, ont noté les organisateurs dans un communiqué.

L'hypothèse qui est faite ici est que l'Evaluation Environnementale (EE), bien menée, pourrait s'avérer être un outil efficace d'intégration des principes de bonne gouvernance dans les ressources naturelles en Afrique centrale et contribuer à faire d'elles de véritables atouts pour l'amélioration des conditions de vie des populations et le développement durable des États et de la sous-région. *« L'évaluation environnementale de par sa nature anticipative, préventive, participative et dynamique est un outil par excellence de promotion de la transparence et la bonne gouvernance. »*, ont-ils conclu.

Fiacre Kombo

DÉVELOPPEMENT

Comment exploiter l'environnement et le préserver ?

La question a nourri les échanges des ambassadeurs africains et occidentaux à Rome, à l'occasion d'un «festival de la diplomatie». Un consensus à la fin : un développement qui ne saccage pas l'environnement.

Même si l'intitulé ne le dit pas, le Festival de la diplomatie qui s'est tenu samedi dernier à Rome, a été une véritable occasion de débats sur le développement. Les participants, des ambassadeurs africains pour l'essentiel, sont venus dire à leurs homologues occidentaux que l'Afrique voulait briser le dilemme qui veut que le développement passe aussi par le saccage de l'environnement. Comment exploiter les minerais ? Comment exporter du bois sans le couper et trouer des chemins d'évacuation dans la forêt ?

Il faut briser le cercle vicieux : pas de développement sans un minimum de dégâts à l'environnement, alors que la seule sauvegarde de la faune et de la flore ne conduit pas forcément à augmenter les revenus immédiatement disponibles pour les besoins d'une nation. *« Nous nous trouvons donc devant un dilemme complexe »*, a relevé Marco Carnelos, responsable de l'unité des politiques planifiées au ministère italien des Affaires étrangères. *« D'un côté, nous avons besoin de croissance, d'énergies fossiles. De l'autre, il y a l'exigence de protéger notre environnement »*, a-t-il indiqué.

Pour une fois, les ambassadeurs des pays riches et ceux des pays en développement n'ont pas été à couteaux tirés entre pollueurs et pollués exigeant leur droit à polluer pour se développer eux aussi ! « Venez investir en Afrique », a répété l'ambassadeur du Zimbabwe Godfrey Magwenzi. Non, sans reconnaître que la question du développement durable était loin d'être simple. *« Nous avons un grand déficit énergétique et nous sommes appelés à nous orienter chaque jour plus vers des formes d'énergie plus propres. Il nous faut trouver des solutions »*, a-t-il affirmé.

Lucien Mpama

GRAND ÉCRAN

Le festival du film européen fait de la place au cinéma congolais

Près d'un tiers de la programmation du rendez-vous culturel concocté par la Délégation de l'Union européenne est constituée de fictions réalisées par de jeunes cinéastes kinois, dont la coordinatrice de l'Association des femmes cinéastes du Congo (AFCC), en l'occurrence Clarisse Muvuba.

L'affiche du FFE 2015

L'évènement culturel dont la coordination générale est assurée par le réalisateur congolais Petna Ndaliko est d'entrée libre. Itinérant, il durera une semaine, soit du 30 octobre au 6 novembre. Tshibawu, le premier film congolais programmé est à l'affiche au lendemain de l'ouverture prévue à la Halle de la Gombe à 19 heures avec la réalisation allemande Victoria. Le court métrage de Patrick Kuba va donc donner le ton de la seconde soirée du Festival du film européen (FFE) qui aura pour cadre l'enceinte d'Eloko Makasi Productions à Masina sans fil, non loin de la salle Apocalypse 22. Ce sera à partir de 18 heures.

Avec quatre films à l'affiche, la soirée dominicale qu'abritera le Centre Spin de Bandal à partir de 18 heures sera la plus fournie du festival. Au nombre des réalisations alignées figure Mbote ! de Tshoper Kabambi que certains cinéphiles ont déjà eu le privilège de voir sur TV5 Monde Afrique. La projection de ce film plébiscité meilleur court métrage par les Trophées francophones du cinéma en 2014 interviendra après les deux films des Pays-Bas Bout rouge et De Marathon. Et pour clore la soirée de la Toussaint, le long métrage suisse Sister sera vu en dernier le 1er novembre où la part belle sera faite au Pays-Bas.

L'Université de Kinshasa (Unikin) fait partie des trois sites universitaires de la capitale qui vont accueillir le FFE. C'est dans la salle de promotion que se tiendront les projections du 2 novembre. Les étudiants et autres cinéphiles pourront y voir successivement Olongo, court métrage de la Kinoise Clarisse Muvuba et Les Fraises sauvages du Suédois Ingmar Bergman.

L'avant-dernier film congolais à voir est André le géant de Patrick Ken Kalala. C'est le premier à l'affiche le 4 novembre à l'Université pédagogique de Kinshasa. La salle de promotion de l'UPN sera libre d'accès à partir de 13h30 pour trois projections. En effet, à la suite du court métrage congolais sont prévus deux longs métrages La loi du marché (France) et Lamerica (Italie).

La toute dernière réalisation congolaise prévue dans la programmation du FFE 2015 est Scénario de Muhindo Abraham. Sa projection prévue pour le 5 novembre à 16 heures à l'Académie des beaux-arts sera suivie de deux films portugais. Il s'agit respectivement du court métrage Arena de Joao Salaviza et du long métrage Singularités d'une jeune fille blonde de Manoel de Oliveira.

Il est clair que l'édition 2015 du FFE se veut résolument plus grand public quitte à proposer une série de projections aux cinéphiles de différents quartiers de la ville. D'où son passage annoncé dans plusieurs lieux de la capitale. Ainsi, la Halle de la Gombe cesse d'être, à l'instar de l'an dernier, le principal pôle d'attraction du festival dès lors que des projections seront organisées dans les cadres précités mais aussi au Centre culturel Boboto où il fermera ses portes le 6 novembre.

Nioni Masela

PROCÈS LAURENT GBAGBO

L'audience devant la CPI reportée au 28 janvier 2016

En raison de l'état de santé de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, les magistrats de la Cour pénale internationale (CPI) ont décidé, le mercredi 28 octobre, d'ajourner le procès initialement prévu pour le 10 novembre prochain.

Ce report concerne l'ex-président Gbagbo et son ancien bras-droit, l'ex-ministre ivoirien de la jeunesse Charles Blé Goudé. A la demande des avocats des accusés, les juges de La Haye souhaitent se rassurer de la situation sanitaire de l'ex-président âgé de plus de 70 ans. *« L'objectif de l'examen médical ordonné était de faciliter le règlement de toutes questions relatives à l'aptitude de M. Gbagbo à participer au procès. »*, a indiqué la CPI.

Gbagbo et Blé Goudé sont poursuivis pour leur rôle présumé dans la crise-post-électorale en 2010, en Côte d'Ivoire. Les violences ont fait plus de 3.000 morts en l'espace de cinq mois. Malgré ce report, des audiences seront organisées du 10 au 12 novembre, à l'issue desquelles trois experts ayant procédé, en 2012, à des examens médicaux de Gbagbo Laurent comparaîtront. En effet, les trois experts avaient indiqué dans leur rapport médical que Gbagbo souffre d'un trouble de stress post-traumatique (PTSD).

En dépit de cette expertise médicale, les magistrats de la CPI se disent déterminés à juger le septuagénaire, jugeant *« qu'il était en état de participer aux procédures devant cette Cour »*. La Haye continue de réclamer son épouse, Simone Gbagbo qui est déjà condamnée par la justice ivoirienne à 20 ans de prison ferme.

Cette chronique judiciaire intervient alors que le principal adversaire de Laurent Gbagbo, l'actuel président Alassane Ouattara, vient d'être réélu avec un score sans appel de près de 84% des voix. Dans sa première déclaration à la presse, le président réélu se dit déterminé *« à poursuivre dans la voie de lutte contre l'impunité »*. Depuis la fin de la crise post-électorale, seuls les partisans de Laurent Gbagbo sont poursuivis par la justice, regrettent les défenseurs des droits de l'homme. Puisqu'en dehors des personnalités sus citées, plusieurs centaines des membres du parti de Gbagbo sont écroués en prison.

Fiacre Kombo

DÉLOCALISATION DU MARCHÉ CENTRAL

Les vendeurs seront bientôt transférés dans les sites provisoires

D'ici peu, les vendeurs du marché central seront transférés dans les deux sites provisoires, choisis pour la circonstance par la municipalité de Pointe-Noire en attendant la fin des travaux du nouveau marché. Il s'agit du site qui abrite le stade Marcel Tchionvo, communément appelé stade V. club, situé au quartier OCH, dans le premier arrondissement et celui de la Foire dans le deuxième arrondissement.

Le site de la Foire crédit photo»ADIAC»

L'idée d'un marché moderne digne de ce nom est une chose qui a été bien accueillie par les habitants de Pointe-Noire. L'ancien marché central construit il y a plus de cinquante ans avait perdu sa jouvence et ne cadrait plus avec la réalité actuelle, ce qui a poussé les autorités à le démolir pour construire un autre marché plus moderne.

Il y a deux mois, les autorités locales avaient annoncé le déplacement des vendeurs du marché central vers les deux sites provisoires choisis pour la circonstance, à savoir le site de l'OCH et celui de la Foire afin de permettre à ces derniers de continuer leurs activités.

Aujourd'hui, le site de l'OCH est prêt pour contenir ses vendeurs, car ses travaux ont été finalisés. Et tout a été mis en œuvre afin de permettre aux vendeurs d'exercer dans de bonnes conditions. En réalité, ce marché est doté, des toilettes d'aisance, d'un comité du marché, d'un dépôt de marchandises et d'un poste de police. Cependant, construit par effort personnel des vendeurs, le marché de la Foire est plus large que celui de l'OCH, les travaux sont en train d'être menés pour le rendre plus attractif *« les travaux sont suffisamment avancés et d'ici là, il sera probablement opérationnel »*, nous a confié un vendeur trouvé sur les lieux

Rappelons que le nouveau marché central sera constitué de deux modules. Le premier, sera situé entre l'avenue Mâ Loango et l'avenue Zacharie Costade. il s'agit d'un bâtiment R+2, avec environ 5.000 places, et qui abritera, entre autres, 8 chambres froides, des garderies pour enfants, un cyber café, un supermarché, des restaurants et terrasses, ainsi que des locaux pour la mairie. Tandis que le deuxième module sera construit entre l'Avenue Mâ Loango et l'avenue Schœlcher.

Hugues Prosper Mabonzo

SÉCURITÉ

La population de Mpaka invitée à cultiver les vertus de paix

Le conseiller départemental et municipal, Dr Christian Didas Bongolot s'est impliqué fortement en appelant au calme les populations du quartier Mpaka, dans l'arrondissement 6 Ngoyo à Pointe-Noire, durement secoué par les troubles de la semaine dernière. Son action a apaisé les populations à qui il a demandé de cultiver sans cesse les vertus de paix.

Le Dr Christian Didas Bongolot s'adressant aux populations de Mpaka crédit photo «Adiac»

Pendant les moments de troubles qui ont émaillé la ville océane et entrainé des actes de vandalisme et d'incivisme, notamment dans le quartier Mpaka, le Dr Christian Didas Bongolot, élu du Mouvement Action et Renouveau (MAR) n'a pas ménagé ses efforts pour exhorter sans cesse les populations de sa circonscription au calme et à l'apaisement.

Ainsi, au moment fort des troubles, il a courageusement sillonné les différentes maisons en faisant le porte à porte avant d'organiser une rencontre citoyenne à la quelle étaient conviés les hommes, les femmes et surtout les jeunes des quartiers 607, 608 et 609 réputés bouillants. Près de 300 personnes ont pris part à la rencontre dominée par l'invite à la culture des vertus de paix. *« Ce n'est pas normal que le quartier Mpaka soit toujours le bouc émissaire des cas de troubles avec leurs lots de malheurs (pillages, vols, viols…). J'exhorte donc les hommes, femmes et notamment les jeunes d'être dorénavant vigilants pour que le calme et la paix règnent dans nos quartiers»*, a- t-il dit.

Un message largement suivi puisque le jour du scrutin, aucun incident n'a été constaté.

Hervé Brice Mampouya

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS

Pas de podium pour le club congolais Abo sport

Le club congolais dame est passé à côté de sa qualification pour les demi-finales en s'inclinant face à l'équipe des Force armées et Police (FAP) du Cameroun sur le score de 25 à 27 en quart de finale de la compétition le 27 octobre à Nador au Maroc.

Il n'y aura donc pas de podium pour les congolaises d'Abo comme souhaité malgré leur brillante prestation en matches de poule de la 37e édition du Championnat d'Afrique des clubs champions. Les Congolaises ont été éliminées en quart de finale par FAP du Cameroun sur le score de 27 à 25.

Toutefois la compétition n'est pas terminée pour Abo qui va encore livrer deux matchs avec les trois autres équipes éliminées pour la 5e , 6e ,7e et 8e place du classement général.

Rappelons qu'en match de poule, Abo sport a tour à tour battu, Al Haly d'Egypte, 29-15, Héritage de la RDC, 41-32, Topline du Nigeria par forfait. L'équipe a ensuite fait un match nul contre TKC du Cameroun, 22 buts partout avant de courber l'échine devant Primero.

C.L.L.

HANDBALL

Angolaises, Tunisiens et Égyptiens en finales du Championnat d'Afrique des clubs

Petro/Primero ; Club Africain/Zamalek, telles sont les finales de la 37e édition du championnat d'Afrique des clubs champions (CACC). Ces combinaissons, annoncées le 28 octobre, sont issues des demi-finales disputées dans les deux versions.

Lors de ces demi- finales, chez les dames, Petro Atletico de Luanda a battu FAP du Cameroun, 28-20 alors que Primero de Agosto a défait Africa sport de la Côte d'Ivoire 31-21. Chez les hommes, le Club Africain de Tunisie s'est imposé face à Alexandria d'Égypte, 29-23 pendant que Zamalek d'Égypte se vengeait sur Esperance de Tunis, 34-33 après prolongation.

Au regard de ce tableau, Petro/Primero, Club Africain/Zamalek, joueront les finales de la 37e édition. Les deux équipes angolaises dames notamment, Primero et Petro ont réaffirmé la bonne santé du handball angolais. Petro Atletico de Luanda s'est qualifié en battant FAP du Cameroun, 28-20, Primero a défait Africa sport de la Côte d'Ivoire 31-21. 19 fois champion d'Afrique, Petro Atletico va essayer de reprendre son trône perdu l'année dernière face à leurs consœurs de Primero de Agosto.

En version masculine cependant, le Club Africain de Tunisie, vainqueur de la dernière édition, bataillera fort face à Zamalek d'Égypte qui est huit fois champion de cette compétition. Le club égyptien va-t-il réussir à reconquérir son titre perdu en 2011 ? Tel est l'enjeu des affiches attendues ce 30 octobre.

Pour mémoire, Abo sport du Congo était éliminé en quart de finale alors qu'Inter l'était en match de poule. Tous les deux clubs ont cependant remporté les matches de classement joués le 28 octobre.

Charlem Léa Legnoki

EDUCATION

Le mauvais état de la direction de l'inspection de l'enseignement primaire et de la jeunesse de Mongo Mpoukou inquiète

Située dans le quatrième arrondissement Loandjili, propriété de la communauté urbaine de Hinda, les bâtiments qu'abritent l'inspection de l'enseignement primaire et de la jeunesse du cinquième arrondissement, Mongo Mpoukou se trouvent dans un état de délabrement avancé, suscitant ainsi inquiétudes, désolations du personnel et de certains curieux

l'Inspection de l'enseignement primaire et de la jeunesse du cinquième arrondissement Mongo-Mpoukou

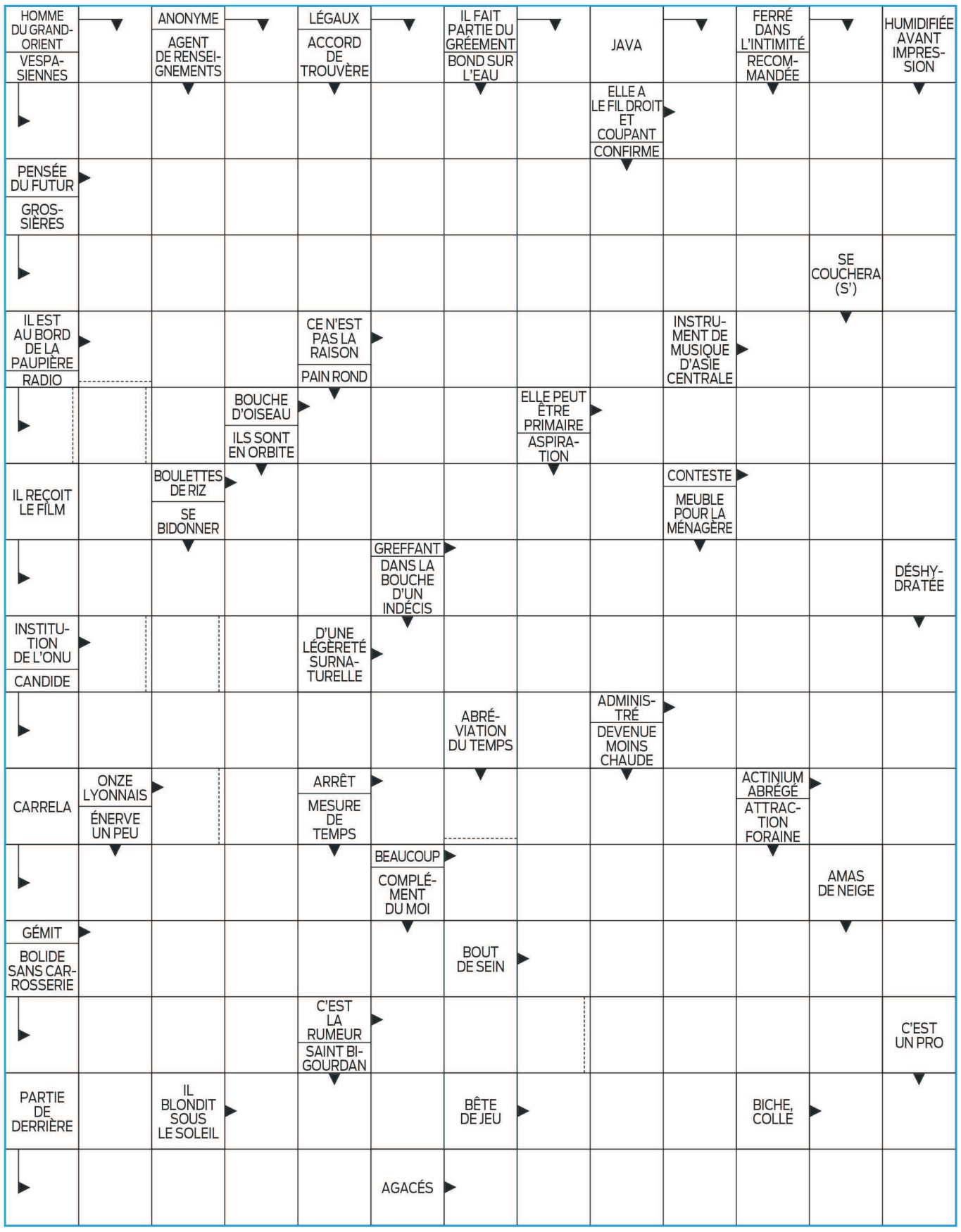
Selon quelques informations recueillies sur place ces bâtiments sont construits depuis plusieurs décennies, l'état vétuste actuel que ceux-ci présentent date de l'année 2004. Ainsi malgré quelques rares visites des autorités en charge de l'enseignement primaire, secondaire de la jeunesse et de l'éducation civile, aucune initiative concrète des pouvoirs publics n'a jamais été prise en vue de changer les choses. « L'urgence est signalée pour ces mauvaises conditions de travail dont nous sommes victimes, cela est très déplorable pour les agents de l'Etat qui y évoluent et pour les nombreux visiteurs, qui fréquentent ces lieux. Nous sommes obligés de partager les quelques mètres carrés disponibles rassemblant ainsi plusieurs bureaux pour y travailler », s'est indigné un agent sous couvert d'anonymat. Pour Ernest Djimbi Mabiala, habitant de Loandjili, l'état dégradable de ces bâtiments terni l'image de la ville et celle des autorités départementales en charge des questions d'enseignement primaire. *« A travers ces bâtiments en lambeaux, chaque passant pourra s'arrêter et trouver une belle opportunité et porter un discours critique sur le système éducatif congolais en général et à Pointe-Noire en particulier »*, a- t-il regretté.

Cette situation constitue une occasion favorable pour interpeler doublement, les autorités gouvernementales et départementales en charge des questions de l'enseignement primaire et secondaire pour offrir une fois de plus un cadre de travail plus décent, plus idéal, à l'ensemble des agents de l'Etat du dit ministère en service à travers l'ensemble du territoire national.

Séverin Ibara

MOTS FLÉCHÉS N°082

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com



SUDOKU N°082

>FACILE

	9	4			1	5		2
8			9	5		4		
1	5			4	7			
		5					2	4
		1	7		2	6		
9	6					1		
			6	3			4	5
		3		7	5			9
5		9	4			3	6	

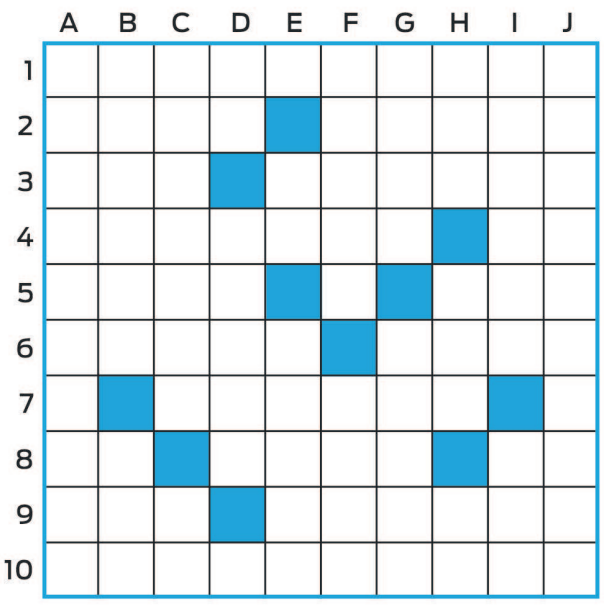
>MOYEN

8	9	4	1		5			
							9	
		3					8	1
6	2	5	3	9			1	
1			4		7			5
	7			6	1	3	2	8
3	5					2		
	4							
			7		3	1	5	9

>DIFFICILE

		7	3	5	6			
	3			9				
5	6	9				3		
	7	6		3				
	5		7		8		3	
				6		4	9	
		2				5	7	8
				2			4	
			5	7	4	1		

MOTS CROISÉS N°082



>HORIZONTALEMENT

1. Espèces de ca-fards. - **2.** Lac américain. Accueillit chez lui. - **3.** Bruit incongru. Montrât son mécontentement. - **4.** Telle une main qui se glisse subrepticement. Personnel réfléchi. - **5.** Il est parfois élevé sous la mère. Agent de conservation ou de conversation. - **6.** Nom de rois de Germanie. Sédiment pour amendement. - **7.** Épincetés. - **8.** Arrose Saint-Omer. Anoblis par la reine. Astate au labo. - **9.** Refuge de cardinaux. Il ne fait pas dans la finesse. - **10.** Expédieras rapidement les affaires.

>VERTICALEMENT

A. Il peut prendre de la hauteur. - **B.** Voltaire pour l'état civil. On le trouve dans un coussin. - **C.** Sel d'un acide. Bas de gamme. - **D.** Démons-tratif. Faisons un malheur. - **E.** Jubilé. De couleur sombre. - **F.** Défraîchi. Sorte d'aurochs. - **G.** Pièce de théâtre. Service dominical. - **H.** Temps humain. Possessif. Tour abrégé. - **I.** Aguiche publicitaire. Son ramage vaut son plumage. - **J.** Ils tournent autour de la Terre.

MOTS À MOTS N°082

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre et cinq lettres proposés, composez un troisième mot de neuf lettres.

① TRUIE + NIER = I _ _ _ _ _ _ _ R

② REGIE + LEUR = R _ _ _ _ _ _ _ E

③ EPINE + PERI = P _ _ _ _ _ _ _ E

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°081

SUDOKU N°081

7	5	9	2	4	6	1	3	8
4	3	8	9	1	5	7	2	6
6	1	2	3	8	7	4	9	5
5	8	3	1	6	9	2	7	4
9	4	7	5	2	8	6	1	3
1	2	6	7	3	4	5	8	9
2	9	1	6	5	3	8	4	7
3	6	4	8	7	1	9	5	2
8	7	5	4	9	2	3	6	1

8	1	2	7	3	6	4	9	5
6	4	5	9	1	8	7	3	2
9	7	3	5	2	4	6	8	1
1	3	8	2	6	9	5	4	7
5	9	6	3	4	7	2	1	8
4	2	7	8	5	1	9	6	3
2	5	9	6	8	3	1	7	4
3	6	4	1	7	5	8	2	9
7	8	1	4	9	2	3	5	6

1	6	9	8	7	4	5	3	2
5	8	3	2	6	9	1	4	7
7	2	4	3	1	5	6	9	8
4	9	5	7	2	1	8	6	3
6	1	8	4	9	3	7	2	5
2	3	7	6	5	8	9	1	4
8	5	1	9	4	2	3	7	6
9	7	2	5	3	6	4	8	1
3	4	6	1	8	7	2	5	9

MOTS CROISÉS N°081

F	E	T	I	C	H	I	S	M	E	
I	T	A	L	I	E	N	N	E		
L	A	C	E		R		O	S	E	
O	U	T		S	A	B	B	A	T	
U		I	P	E	C	A		S	A	
T	I	C		C	L	I	P		I	
E	L	I	E		E	L	I	T	E	
R		E	P	I	S		T	A	R	
I	N	N	E	E		A	R	I	A	
E	S	S	E		R	I	E	N	S	

MOTS À MOTS N°081

1/ACCÉLÉRER 2/ PÉRIPÉTIE 3/ TRAVERSÉE.

PRÉSIDENCE À LA FIFA

Sept candidatures validées

Ils étaient huit à faire acte de candidatures à la présidentielle de la FIFA pour succéder à Joseph Sepp Blatter. Sept ont été validées mercredi par le Comité électoral de l'organe gestionnaire du football mondial.

L'élection est programmée le 26 février à Zurich. Suspendu pour 90 jours, Michel Platini a vu sa candidature être retenue. Mais les explications de la commission électorale sont claires à ce sujet *« Étant donné que Michel Platini est suspendu à titre provisoire de toute activité liée au football, sa candidature ne sera pas analysée par la Commission électorale ad hoc tant que court sa suspension. Si cette suspension devait être levée ou expirer avant l'élection présidentielle de la FIFA prévue le 26 février 2016, la Commission électorale ad hoc décidera, suivant le timing exact de la situation, de la façon de procéder vis-à-vis de la candidature concernée »*, peut –on lire sur le site de la FIFA.

Celle de David Nakhid, ex-capitaine de la sélection de Trinité-et-Tobago n'a pas été validée. D'après des sources sûres, sa candidature a été rejetée ce mercredi par la Fifa car un de ses cinq parrains (Iles vierges américaines), parmi les fédérations affiliées à la Fifa, s'était déjà engagé précédemment auprès d'un autre postulant. Il a indiqué avoir fait appel de ce rejet. Pour se déclarer candidat à la présidentielle Fifa, outre une solide expérience dans l'administration du foot, il faut en effet présenter au moins cinq parrainages de fédérations affiliées à la Fifa.

Les candidats sont : le prince jordanien Ali bin Al Hussein, le Libérien Musa Hassan Bility, les Français Jérôme Champagne et Michel Platini. L'Italo-Suisse Gianni Infantino, le cheikh bahreïni Salman bin Ebrahim Al Khalifa et le Sud- africain Tokyo Sexwale.

La Commission électorale ad hoc a, par ailleurs, transmis les six dossiers de candidature à la chambre d'instruction de la Commission d'Éthique indépendante afin que celle-ci mène des enquêtes d'habilitation, comme cela est prévu par le règlement. *« À la suite de ces enquêtes d'habilitation, la chambre d'instruction émettra un dossier complet sur chaque candidat, sans pour autant formuler de recommandation pour ou contre les candidatures »*.

James Golden Eloué

BASKET

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Pro A, 5e journée

Court mais précieux succès d'Orléans face à Cholet (72-70). A cette occasion, Luc Loubaki a livré sa première prestation « haut niveau » avec 11 points, 4 rebonds défensifs, 1 passe décisive, 2 interceptions, 2 fautes commises pour 3 subies et +15 d'évaluation en seulement 17 minutes. Le jeune meneur franco-congolais est ainsi le meilleur joueur de son équipe.

La cinquième tentative aura été la bonne pour le Paris-Levallois qui remporte son premier succès de la saison face à Pau (79-55). Giovan Oniangué a livré un match appliqué avec 8 points, 6 passes décisives, 1 interception et 4 fautes subies en 33 minutes. Bien mieux que Steed Tchicamboud et ses 4 points, 3 rebonds, 2 passes décisives, 4 pertes de balle, 2 fautes commises et +3 d'évaluation en 11 minutes. A Pau, Elie Okobo a joué 1 minute pour 1 rebond offensif, 1 faute commise et +1 d'évaluation. Max Kouguère a cumulé 29 minutes de présence sur le parquet pour 9 points, 1 rebond, 1 bloc défensif, 1 passe décisive, 1 interception, 1 perte de balle, 5 fautes commises pour 1 subie et +8 d'évaluation.

Limoges chute à Chalon-sur-Saône (65-67) avec un Nobel Boungou Colo en deçà de ses précédentes sorties : 13 points, 5 rebonds, 1 bloc défensif pour 2 subis, 1 passe décisive, 3 pertes de balle, 1 faute subie et +8 d'évaluation en 26 minutes.

Rouen subit la loi de Monaco (58-90). Avec 9 points, 1 rebond, 1 contre subi, 2 passes décisives, 1 perte de balle, 3 fautes commises pour 1 subie et +6 d'évaluation en 22 minutes,

Luc Loubaki a livré une belle prestation face à Cholet: à seulement 18 ans, le jeune meneur franco-congolais est très prometteur (droits réservés)

Jean-Michel Mipoka rend une copie passable. Sans plus.

Avec 3 succès pour deux défaites, Limoges est 5e, devant Orléans, 9e. Avec deux victoires, Cholet et Pau sont 12e et 13e, tandis que Rouen et Paris-Levallois sont 15e et 16e avec 1 succès.

Pro B, 1re journée

Entame manquée pour Nantes face à Denain (64-69) : si Paccelis Morlende a été discret (4 points, 2 rebonds, 2 passes décisives, 3 pertes de balle, 3 fautes commises pour 3 subies et +1 d'évaluation en 17 minutes), Karl-David Nkounkou a livré une prestation solide : 10 rebonds (9 défensifs), 3 blocs défensifs, 1 passe décisive, 1 interception, 3 fautes commises pour 1 subie et +14 d'évaluation en 15 minutes. Dans le camp adverse, Jerry Boutsiélé a joué 20 minutes pour 3 points, 6 rebonds, 2 blocs défensifs, 3 pertes de balle, 2 fautes commises pour 2 subies et +6 d'évaluation.

Belle entrée en matière pour Fos-sur-Mer face à Roanne (91-72). Loïc Akono y a largement participé avec 10 points, 6 passes décisives, 2 interceptions, 2 pertes de balle, 2 fautes commises pour 1 subie et +16 d'évaluation en 26 minutes.

Pro A Espoirs, 5e journée

Cholet s'impose de vingt points à Orléans (63-43) avec un bon Rigo Edzata (9 points, 6 rebonds, 1 passe décisive, 3 fautes commises pour 1 faute subie, 1 interception et +13 d'évaluation en 19 minutes.

Le Mans chute à domicile face à Gravelines (63-71) sans Earvine Bassomba, mais avec 2 points, 1 rebond, 1 passe décisive, 1 faute, 2 pertes de balle et +0 d'évaluation en +16 d'évaluation. Le Paris-Levallois glisse face à Pau (49-68). En 18 minutes, Frédéric Loubaki compile 3 points, 2 rebonds, 4 passes décisives, 3 fautes commises, 1 perte de balle et +3 d'évaluation. Dans les rangs palois, Elie Okobo a joué 39 minutes pour 16 points, 9 rebonds (dont 8 défensifs), 6 passes décisives, 1 fautes commises pour 7 subies, 2 interceptions, 5 perte de balle, 2 blocs défensifs et +19 d'évaluation.

Pau reste seul en tête avec 5 victoires. Le Paris-Levallois est 7e avec 3 succès, soit 1 de mieux que Cholet, 12e, et Le Mans, 13e.

Camille Delourme

BRIN D'HISTOIRE

La femme congolaise dans le gouvernement de la République

Émilie Manima ? À de nombreux Congolais, ce nom ne dit rien. Et pourtant, c'est celui de la première femme congolaise, ministre dans un gouvernement de la République. Elle a fait son entrée en 1975, nommée par le président Marien Ngouabi, 25 ans après l'accession du Congo à l'indépendance. À vrai dire, en dehors de ce fait, on connait très peu sur cette femme. Qu'importe ! Son passage dans un gouvernement permet de parler de la femme au moment où le peuple congolais vient d'adopter le projet de constitution soumis au référendum le 25 octobre dernier. Le thème de la femme dans la nouvelle loi fondamentale a été prégnant pendant toute la durée de la campagne référendaire. À son sujet, on a parlé, entre autres propos, de la parité.

Depuis 1957, date de la formation du premier gouvernement congolais, le Congo, à ce jour, compte 340 ministres anciens ou en activité, dont 18 femmes-ministres. Parmi ces femmes : Émilie Manima, Bernadette Bayonne (1984), Jeanne Dambendzet (1989), Fouty Soungou (1991), Thérèse Avemeka et Albertine Lipou Massala (1992), Ibouritso (1995), Sophie Moukouyou (1996), Julienne Ondziel, Aimé Mambou Gnali et Cécile Matingou (1997), Adelaïde Mougani, Émilienne Raoul, Rosalie Kama Niamayoua et Leckomba Loumeto (2002), Claudine Munari (2009), Madeleine Yila Boumpoutou (2011), Lipiti (2012).

De Manima à Lipiti, 18 ministres, c'est peu ! À peu près 5% de l'effectif total. La mise en application de la nouvelle Constitution pourrait être l'occasion de donner du sens à toutes les proclamations théoriques sur la parité hommes-femmes. Pourquoi pas une femme Premier ministre dans le futur gouvernement de la République ? Des femmes de talent, le Congo en compte un certain nombre. Politiquement, ce serait un signe fort du président de la République et une innovation qui apporterait un peu de fraîcheur féminine dans le jeu politique abrupt des hommes qui nous a souvent conduits dans le mur de la violence. Ce que nous avons vécu mardi 20 octobre dernier à cause de l'amateurisme et de la légèreté d'une partie de la classe politique. Sans état d'âme, elle a prôné la casse. Il en ressort une désagréable impression que les principes et les valeurs de la République ne font plus le poids face aux calculs politiciens. Banaliser la violence et la mort est au mieux abject, au pire irresponsable. Le peuple s'en souviendra en 2016.

Cette déplorable sortie de route d'hommes et de femmes qui ont l'ambition de diriger ce pays est un avertissement. Le pays, livré aux mains inexpertes de tels individus, n'est pas à l'abri de la balkanisation. Face à une telle éventualité, une alternance avec de tels acteurs ressemblerait à l'apocalypse. Heureusement, leurs injonctions saumâtres ont fait flop. Le référendum a bien eu lieu, en dépit de l'intimidation rampante des électeurs et des coups de semonce d'une radio et une télévision occidentales, colporteuses de ragots qui, en ces temps de nihilisme, versent dans la caricature, les imprécations et les réquisitoires spécieux. Ni leurs vitupérations ni leurs dénonciations calomnieuses n'impressionneront les populations congolaises.

La politique au Congo ne serait-elle, en définitive, que mensonge et tromperie, comme le pense le peuple ? Ses désenchantements expliquent aujourd'hui, pour une grande part, sa désaffection de la politique. Dieu merci, le succès du « Oui », le 25 octobre dernier, est la victoire du peuple congolais dans son ensemble. Celle-ci autorise le passage du « Chemin d'Avenir » au chemin de l'espérance d'une République solidaire.

MFUMU